

**PROCES-VERBAL  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 18 DECEMBRE 2025  
A POUILLY SOUS CHARLIEU  
19H00**

Présents : M. GROSDENIS Henri, M. CHIGNIER Bernard, M. MATRAY Jean-Luc, Mme MONTANES Véronique, Mme GARDON Christine, M. FAYOLLE Jean, M. MEUNIER Gérard, Mme BOURNEZ Christine, M. DURANTIN Michel, M. BERTHELIER Bruno, M. LACROIX Jérémie, M. VALENTIN Alain, M. LAPALLUS Marc, M. BUTAUD Jean Charles, M. LOMBARD Jean Marc, Mme CHATRE Murielle, Mme DUGELET Isabelle, Mme VAGINAY Hélène, Mme LEBEAU Colette, M. VIODRIN Jérôme, M. DESBENOIT Bernard, M. JARSAILLON Philippe, Mme JOLY Michelle, M. LAMARQUE Michel, Mme TROUILLET Nelly, M. VALORGE René, Mme CARRENO Mercédès, M. CROZET Yves, Mme LEBLANC Florence, M. CHENAUD Fabrice, Mme CALLSEN Marie-Christine, M. DESCAVE Guillaume, M. AUBRET Alain, M. PALLUET Dominique, M. MOULIN Bernard, Mme DANIERE Emmanuelle.

Excusés : Mme FEJARD Carole, M. HERTZOG Etienne, Mme PONCET Sylvie, Mme URBAIN Sandrine, M. GODINOT Alain remplacé par Mme CHATRE Murielle, M. DUBUIS Pascal.

Pouvoirs : Mme FEJARD Carole à M. DURANTIN Michel, M. HERTZOG Etienne à M. GROSDENIS Henri, Mme PONCET Sylvie à M. LACROIX Jérémie, Mme URBAIN Sandrine à M. BERTHELIER Bruno, M. DUBUIS Pascal à M. VALORGE René.

Monsieur le Président ouvre la séance.

TABLEAU DES VOTES	
	Début de séance
Nombre de conseillers en exercice	41
Nombre d'absents non remplacés	5
Nombre de présents	36
Nombre de pouvoirs	5
Votes comptabilisés	41
Quorum - majorité est atteinte si le nombre de conseillers en exercice présents à la séance est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice – à 21	Atteint

Election d'un secrétaire de séance :

**SOMMAIRE :**

- ➔ Adoption du PV de la séance du 27 novembre 2025
- ➔ Compte-rendu des décisions du Président
- ➔ ASSAINISSEMENT
  - Vote des redevances assainissement collectif 2026
  - Prolongation du contrat de prestation de services pour la station d'épuration de Cuinzier
  - Validation du marché de travaux pour le poste de relevage à Charlieu (côté mjc)

- Evolution des MAD
- Vote des redevances assainissement non collectif 2026
- ➔ **EAU POTABLE**
  - Validation des conventions de mise à disposition des agents communaux pour la facturation en régie de l'eau potable et pour le suivi d'exploitation
- ➔ **DECHETS MENAGERS**
  - Convention de mutualisation des coûts avec d'autres intercommunalités pour la traçabilité des flux de cartons
- ➔ **COHESION SOCIALE**
  - Ludothèque : révision du règlement intérieur et des tarifs 2026
  - Proposition de mobilisation du fonds de secours exceptionnel aux structures pour 2025
  - Demande d'évolution de l'agrément de la petite crèche d'Ecoche
  - Proposition de conventions pour la période 2026-2030 pour les structures petite enfance, enfance jeunesse et jeunesse du territoire
  - Proposition de conventions pour la période 2026-2029 pour les espaces de vie sociale
- ➔ **TOURISME**
  - Convention d'occupation temporaire avec VNF local du Muséo'Parc
- ➔ **CENTRE AQUATIQUE**
  - Avenant n°3 lot 3 couverture étanchéité et panneaux photovoltaïques
  - Avenant n°1 lot 7 « la serrurerie »
- ➔ **ADMINISTRATION GENERALE**
  - Validation du devis pour les travaux sur le groupe froid du tènement les halles et convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la ville de Charlieu
  - Décision modificative n°3 budget principal
  - Décision modificative n°1 budget ADS
  - Reprise exceptionnelle et dérogatoire de l'excédent d'investissement en section de fonctionnement pour le budget assainissement collectif
  - Décision modificative n°4 budget assainissement collectif
  - Décision modificative n°1 budget déchets ménagers
  - Proposition d'écritures de budget à budget
  - Délégation à M. le Président pour signer des servitudes de tréfonds pour protéger les réseaux d'eau potable ou d'assainissement et pour valider et signer les conventions d'occupation précaires de terrains nus

Monsieur le Président informe les conseillers communautaires qu'il a reçu un courrier de l'association Au Fil du Temps en remerciement de la subvention exceptionnelle accordée. Monsieur le Président en donne lecture à l'assemblée.

**Procès-verbal de la séance du 27 novembre 2025 : adoption à l'unanimité par le conseil.**

<b><u>COMPTE RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT</u></b>
---

Le Président de Charlieu-Belmont Communauté,  
 Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5211 – 10,  
 Vu la délibération N°2020-075 du Conseil Communautaire fixant les délégations au Président

❖ **PLAN FAÇADE 2025 – N° 7**

Vu la délibération N°2025-022 validant le règlement d'aide plan façade en centre bourg 2025

Vu la délibération N°2025-085 avenant au plan façade 2025

**DECIDE**

- D'accorder une subvention au Syndicat de copropriété du 7 rue Charles de Gaulle demeurant à ROANNE d'un montant prévisionnel de 194.44 € correspondant à 20 % maximum du montant TTC des travaux de rénovation des façades éligibles (plafond de subvention fixé à 194.44 €) sur la commune de CHARLIEU.
- D'accorder une subvention à Mme SPINDLER Isabelle demeurant à CUINZIER d'un montant prévisionnel de 2 000 € correspondant à 20 % maximum du montant TTC des travaux de rénovation des façades éligibles (plafond de subvention fixé à 2 000 €) sur la commune de CUINZIER.
- D'accorder une subvention à M VIAL Michel demeurant à DIGOIN d'un montant prévisionnel de 2 000 € correspondant à 20 % maximum du montant TTC des travaux de rénovation des façades éligibles (plafond de subvention fixé à 2 000 €) sur la commune de POUILLY SOUS CHARLIEU.
- De rappeler que le montant définitif sera calculé et établi au vu des factures fournies et ne pourra dépasser le montant prévisionnel ci-dessus.
- Dit que cette aide est prévue en section d'investissement au budget général et sera amortie sur 5 ans.

**❖ ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU TITRE DU DISPOSITIF D'AIDE A L'ACHAT VELO – 2025 – N°12**

Vu la délibération N° 2025/075 du 20 mars 2025 approuvant le dispositif 2025 pour les « aides vélos »

**DECIDE**

- D'attribuer une subvention individuelle selon les montants indiqués dans le tableau ci-après, (conformément au règlement intérieur validé en conseil communautaire)

NOM	PRENOM	ADRESSE	COMMUNE	DATE D'ACHAT	DOSSIER COMPLET	MONTANT
			42190 CHANDON	19/11/2025	OUI	100.00 €
			42190 SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU	25/11/2025	OUI	100.00 €
			42720 POUILLY SOUS CHARLIEU	27/11/2025	OUI	100.00 €

**TOTAL A VERSER : 300.00 €**

- De rappeler la dépense est prévue sur le budget principal.

**❖ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU TITRE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES AVEC POINT DE VENTE A LA SARL CLEMC**

Vu la délibération N°2022/146 du 20 octobre 2022 approuvant le règlement d'aide au développement des petites entreprises à compter de 2023,

Vu la délibération N°2022/N°145 du 20 octobre 2022 approuvant la convention régionale pour le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022-2028

**DECIDE**

- d'attribuer une subvention d'un montant de 3 235 € à la SARL CLEMCI dans le cadre de la reprise de la pizzeria, située à l'adresse suivante 38 rue des Ecoles 42750 ST DENIS DE CABANNE selon les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous :

Dénomination sociale	SARL CLEMCI
N° SIRET	993 675 271 00015
Dirigeant	Clément MONTIBERT
Adresse	38 rue des Ecoles 42750 ST DENIS DE CABANNE
Activité	Pizzeria
Dépenses éligibles	32 348 €
Subvention de Charlieu Belmont Communauté demandée	10% du montant des dépenses éligibles
Avis CCI Lyon St Etienne	Avis très favorable
Montant accordé par Charlieu Belmont Communauté	3 235 €

- Dit que la dépense est prévue en investissement du budget principal.
- Dit que la durée d'amortissement est fixée à 5 ans.

❖ **PVD – VERSEMENT D'UNE AIDE FINANCIERE POUR LA LAUREATE DE L'OPERATION « MON CENTRE-BOURG A UN INCROYABLE COMMERCE »**

Vu la délibération N°2025/163 du Conseil Communautaire fixant le règlement pour le dispositif incroyable territoire 2025

Considérant le déroulement de l'opération mon centre-bourg a un incroyable commerce, opération proposée dans le cadre de Petites Villes de Demain en partenariat avec la Banque des territoires et Le Bon Coin, les 17 et 18 octobre 2025 ;

Considérant que l'objectif de l'opération était d'attirer des nouveaux commerçants sur notre territoire, de les aider en vue de leur prochaine installation et d'organiser un véritable évènement fédérateur autour du commerce local,

Considérant qu'outre la visibilité et le gain de temps pour chacun de leur projet, les participants pouvaient prétendre à recevoir des prix (publicité, dotations financières, accompagnements, ...) ainsi suite à la décision du jury,

**DECIDE**

- d'attribuer une aide immobilière d'un montant de 500 € au moment de l'installation puis 500€ au premier anniversaire de l'activité à Madame Doriane Couty gérante de l'entreprise « Charlieu Musique » répondant au numéro de Siret 992693879 sur présentation d'un justificatif de paiement du loyer.
- dire que la dépense est prévue au budget principal.
- autorise le Président à signer tout document lié à ce versement.

❖ **MARCHE DE LOCATION ET MAINTENANCE D'UN LOGICIEL DE GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS (GED)**

Le Président de Charlieu-Belmont Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5211 – 10,

Vu la délibération N°2020/075 du Conseil Communautaire fixant les délégations au Président,

Considérant la nécessité de passer un nouveau marché pour la location et maintenance d'un logiciel de GED

Considérant la volonté de procéder à une consultation sans publicité ni mise en concurrence, en application de l'article R. 2122-8 du code de la commande publique,

Considérant la proposition de l'entreprise Image Laser Couleur,

**DECIDE**

- De retenir l'offre de l'entreprise Image Laser Couleur, pour son offre ZEENDOC, sise 14, quai du Canal – 42300 ROANNE, pour un montant estimé (hors révision) à 31 680.00 € HT pour la durée globale du marché (4 ans).
- De rappeler que le présent marché est conclu pour une durée de 4 ans fermes à compter du 1er avril 2026 jusqu'au 31 mars 2030.
- De rappeler la dépense est prévue en fonctionnement sur les budgets concernés.

❖ **PRESTATIONS DE VERIFICATIONS PERIODIQUES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES SUR LES SITES DE CHARLIEU-BELMONT COMMUNAUTE**

Considérant la nécessité de procéder à des vérifications périodiques des installations situées sur les sites de Charlieu Belmont Communauté.

Considérant le classement sans suite de la première procédure pour des raisons techniques en date du 23/10/2025,

**DECIDE**

- De retenir l'offre de l'entreprise APAVE EXPLOITATION France, sise, 27 rue Lucien Langenieux – 42300 ROANNE – pour un montant HT annuel (hors révision) de 2 961,91 € soit un montant global sur la durée du marché de 11 847,64 € HT - Soit 14 217,17 TTC
- De rappeler que le marché est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter du 1er janvier 2026 et se terminera au 31 décembre 2029.
- De rappeler la dépense est prévue aux budgets des services concernés.

**DOSSIERS A L'ORDRE DU JOUR**

**ASSAINISSEMENT**

Monsieur le Président donne la parole à Madame Hélène VAGINAY afin de débiter par le point relatif à l'assainissement, concernant le vote des redevances d'assainissement collectif. Il est précisé que, comme l'année précédente, la majorité des communes ont été rencontrées. La collectivité conserve une comptabilité analytique prenant en compte les travaux réalisés, les amortissements ainsi que les charges financières afférentes à chaque système

- Vote des redevances assainissement collectif 2026

Madame Hélène VAGINAY, Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement, rappelle que Charlieu Belmont communauté doit définir pour 2026 le montant des redevances d'assainissement collectif pour chaque commune de son territoire (de même que le montant de la Participation au Fonctionnement de l'Assainissement Collectif (PFAC), des pénalités définies dans le règlement de service et du tarif du contrôle de branchement). Les propositions du comité assainissement sont présentées aux conseillers communautaires, elles tiennent compte des charges propres à chaque système d'assainissement (sur la base du simulateur communal mis à jour avec prise en compte par service des charges courantes d'exploitation, charges de personnel, charges financières, les amortissements...):

	Part fixe HT	Part variable HT au m3
Arcinges	80,00 €	1,50 €
Bellerocche	80,00 €	1,64 €
Belmont	100,00 €	2,00 €

Briennon	100,00 €	2,00 €
Chandon	85,00 €	1,80 €
Charlieu	100,00 €	2,00 €
Cuinzier	90,00 €	1,50 €
Ecoche	90,00 €	1,50 €
Jarnosse	70,00 €	2,46 €
La Bénisson Dieu	100,00 €	2,00 €
La Gresle	85,00 €	1,95 €
Le Cergne	100,00 €	1,80 €
Maizilly	114,00 €	3,00 €
Mars	100,00 €	2,00 €
Nandax	60,00 €	1,73 €
Pouilly sous Charlieu	100,00 €	1,86 €
Saint Denis de Cabanne	100,00 €	1,95 €
Saint Hilaire sous Charlieu	100,00 €	1,80 €
Saint Nizier sous Charlieu	55,00 €	1,65 €
Saint Pierre la Noaille	90,00 €	1,80 €
Sevelinges	70,00 €	1,30 €
Villers	70,50 €	1,73 €
Vougy	41,50 €	1,55 €

Il est indiqué qu'une harmonisation des tarifs est engagée. Toutefois, certaines communes partaient de niveaux tarifaires très bas, ce qui implique que cette harmonisation se fera progressivement sur plusieurs années, et en fonction de la réalité de programmes de travaux réalisés.

Le règlement de service a été joint en annexe de la note.

**Proposition : valider les tarifs H.T. 2026 ci-dessous applicables selon l'adresse du branchement autorisé à déverser ses eaux usées dans le réseau public sachant que ces montants couvrent la part assainissement collectif et la part traitement des boues, maintenir la Participation au Fonctionnement de l'Assainissement Collectif (PFAC), prélevée pour faire face aux investissements dans ce domaine, à 2 000 € H.T. applicable pour chaque logement sans distinction entre le neuf et l'existant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 (selon les modalités prévues au règlement de service), fixer la pénalité applicable en cas de non-respect des délais de raccordement ou de mise en séparatif à un forfait annuel de 500 € H.T. (selon les modalités prévues au règlement de service), fixer la redevance pour le contrôle de branchement à 180 € HT (en cas de vente et construction neuve) , fixer la redevance pour les contre-visites suite à modifications après le premier contrôle de branchement à 90 € HT et selon les modalités prévues au règlement de service ci-annexé et dire que les recettes seront prévues en section de fonctionnement au budget annexe assainissement collectif.**

**Pour : 41  
DELIB2025-212**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

- Prolongation du contrat de prestation de services pour la station d'épuration de Cuinzier

Madame Hélène VAGINAY, Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement informe le conseil communautaire de l'existence de plusieurs contrats de prestation. Une analyse des contrats de prestation de services existants sur le territoire est en cours. Les contrats, sur Pouilly sous Charlieu pour l'exploitation de la station d'épuration intercommunale avec l'entreprise Véolia et sur La Gresle pour l'exploitation des ouvrages d'assainissement collectif avec l'entreprise Suez, courent chacun jusqu'au 31/12/2026. La convention d'assistance technique pour l'aide à l'exploitation des ouvrages d'assainissement sur Cuinzier

avec l'entreprise Véolia s'achève au 31/12/2025 sauf reconduction tacite pour une année. Afin d'envisager pour 2027 le dimensionnement du service pour une éventuelle reprise en régie de ces 3 contrats, il est proposé de reconduire celui de Cuinzier avec Véolia jusqu'au 31/12/2026 sachant que le montant annuel est de 21 060 € HT (prix initial du contrat démarré le 1er octobre 2023).

Il est précisé que le débat a eu lieu au sein du comité consultatif. Concernant la commune de St Pierre la Noaille une convention d'assistance technique pour l'aide à l'exploitation des ouvrages d'assainissement (stations du Carrège et du bourg) était passée avec l'entreprise Véolia, elle arrivera à échéance au 31/12/2025 (coût annuel 3 665 € HT prix initial 1er avril 2020). Sur Pouilly sous Charlieu une convention d'assistance technique pour l'entretien des 5 postes de relèvement avec Véolia arrivera aussi à échéance le 31/12/2025 (coût annuel 12 130 € HT prix initial). Malgré les difficultés de recrutement du 3ème agent d'exploitation il peut être envisagé d'intégrer ces missions en interne dès 2026.

Il est indiqué qu'en cas de difficulté de recrutement, une demande de devis d'intervention sera effectuée afin d'assurer la continuité du service pour l'année, dans l'attente du recrutement d'un agent.

- Validation du marché de travaux pour le poste de relevage à Charlieu (côté mjc)

Madame Hélène VAGINAY, Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement rappelle que le réseau est de type unitaire en amont de ce poste de relevage, plus particulièrement sur le secteur en amont depuis Chandon. Suite à l'étude du schéma directeur, il était prévu d'augmenter la capacité du poste de relevage (PR) afin d'avoir une capacité de pompage de 80m3/h. Ces travaux ont bien été réalisés en 2022. Lors des travaux de modification du poste, il a été constaté une fissure de la cuve en partie basse avec une entrée d'eau importante. Malgré plusieurs tentatives de rendre étanche la cuve depuis l'intérieur, aucune solution n'a été trouvée. Les nouvelles pompes ont bien été mise en place comme prévu, et le PR a été remis en service. Le fond de la cuve est situé environ 5m sous le niveau de la rivière « le Sornln » et l'entrée d'eau permanente est estimée entre 5 et 10m3/h.

Dans ces conditions, le remplacement de la cuve est indispensable pour supprimer ces eaux claires parasites. Les travaux projetés consistent :

- A terrasser pour déposer la cuve en fibre de verre percée et la remplacer par une nouvelle cuve en inox.
- Terrassement, création d'un puit de blindage avec la mise en place d'un pompage pour rabattre la nappe.
- Création d'une dalle pour la fixation et le lestage de la cuve.
- La fourniture et la pose d'un poste de refoulement en inox 316L de diamètre 1.80m et d'une profondeur de 7m.
- Raccordement du collecteur d'entrée par un manchon multi-matériaux.

Les pompes existantes seront déplacées dans la nouvelle cuve puisqu'elles sont récentes.

Afin de supprimer la clôture et d'optimiser les opérations d'exploitation et d'entretien du poste et des espaces verts, il est prévu d'installer une trappe d'accès en fonte circulaire et assistée pour l'accès.

Il n'y a pas de travaux de modification de réseaux, la canalisation de refoulement est neuve, et l'arrivée en fonte est en bon état.

Un devis définitif a été transmis par Potain TP pour un montant de 99 917.90 € HT ;

**Proposition : valider le devis de l'entreprise Potain TP siège les carrières 71 800 VAREILLES, pour un montant de 99 917.90 € HT, dire que la dépense était prévue au budget assainissement collectif en section d'investissement.**

Pour : 41

Contre : 0

Abstention : 0



## DELIB 2025-213

### - Vote des redevances assainissement non collectif 2026

Madame Hélène VAGINAY, Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement infirme le conseil communautaire que le comité consultatif propose un maintien des tarifs pour 2026, afin de conserver une équité envers les usagers et au regard de l'équilibre prévisionnel du budget :

Type d'installation	Type de contrôle	Coût unitaire
Neuve et à réhabiliter	Contrôle de conception/implantation	120 €
	Contrôle de bonne exécution	80 €
Existante	Contrôle périodique de bon fonctionnement	180 €
	Contrôle de l'existant	180 €
	Diagnostic de mutation (vente)	180 €

PENALITES	
Refus du contrôle de conception/implantation	240 €
Refus du contrôle de bonne exécution	160 €
Refus du diagnostic de l'existant	360 €
Refus du contrôle périodique de bon fonctionnement	360€

**Proposition : valider le maintien des tarifs en 2026 tels qu'ils figurent ci-dessus et dire que les recettes seront prévues au budget annexe SPANC.**

Pour : **41** Contre : **0** Abstention : **0**  
**DELIB2025-214**

### - Evolution des mises à disposition

Madame Hélène VAGINAY, Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement, rappelle que pour Maizilly, en 2025 un seul agent était titulaire et mis à disposition pour 160h/an. Désormais, le deuxième agent Théo RAERDERSDORFF est également titulaire donc les heures pour la station de Maizilly seront réparties entre les deux agents à part égale. En accord avec la commune il est proposé un avenant pour réduire les heures de Dominique BUISSON à 80h/an et une nouvelle convention à Théo RAERDERSDORFF pour 80h/an (cela permet d'assurer de remplacement pendant les congés à compter de 2026).

Pour Charlieu, pour 2026, il est proposé un avenant pour permettre à Samuel FESSY d'intervenir sur l'ensemble du territoire en suivi de chantier et maîtrise d'œuvre. La première convention limitait son action au territoire de la commune de Charlieu.

Pour : **41** Contre : **0** Abstention : **0**  
**DELIB2025-233**



## EAU POTABLE

- Validation des conventions de mise à disposition des agents communaux pour la facturation en régie de l'eau potable et pour le suivi d'exploitation

Madame Hélène VAGINAY, Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement, indique que dans le cadre du transfert de la compétence eau potable et afin de poursuivre la facturation de l'eau et de l'assainissement sur les 6 communes en régie directe en 2026, à savoir Arcinges, Ecoche, Belleroche, Mars, Le Cergne et St Germain la Montagne, 6 conventions de mise à disposition des agents communaux en charge de la facturation **pour une durée d'un an maximum**, le temps pour l'intercommunalité de faire l'acquisition d'un logiciel dédié et de transférer dans de bonnes conditions les bases de données existantes.

Arcinges 40 h maximum (**facturation au réel**)

Ecoche 85 h maximum (**facturation au réel**)

Belleroche 60 h maximum (**facturation au réel**)

Mars 80 h maximum (**facturation au réel**)

Le Cergne 90 h maximum (**facturation au réel**)

St Germain la Montagne 35 h maximum (**facturation au réel**)

Aussi pour faciliter l'exploitation courante sur les communes de St Germain la Montagne et Belleroche, il est envisagé la mise à disposition de leur agent communal technique chacun pour 160h maximum (**facturation au réel**) par an sur 3 ans.

Par ailleurs, afin de poursuivre les missions liées aux démarches de Déclarations d'Utilité Publiques (DUP) et aux travaux de sécurisation de la ressource en eau sur la commune de Belmont de la Loire, il est envisagé la mise à disposition de leur agent communal technique pour 200 h maximum par an (ce volume intègre la mission déjà ponctuellement confiée à cette agente de rédaction d'actes authentiques en la forme administrative) sur les années 2026 et 2027 (facturation au réel).

Il est indiqué que l'exercice en cours a été particulièrement complexe en raison notamment des redevances de l'Agence de l'eau générant d'importantes difficultés. De nombreuses heures ont été nécessaires pour réaliser la facturation et obtenir sa validation par la trésorerie. Il est précisé que le déroulement de l'exercice suivant reste à évaluer. Dans ce contexte, il est souligné que ces outils seront particulièrement utiles.

**Proposition : autoriser M. le Président à signer les conventions telles que décrites ci-dessus avec les communes d'Arcinges, Ecoche, Belleroche, Belmont de la Loire, Mars, Le Cergne et St Germain la Montagne, dire que les dépenses sont prévues au budget eau potable.**

Pour : 41  
DELIB2025-215

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Bernard CHIGNIER a exprimé des inquiétudes quant au volume de 50 heures prévu pour la commune de Belleroche, jugé insuffisant pour assurer la facturation de l'eau au regard du temps réellement consacré à cette tâche lors de l'exercice en cours. Il est rappelé que la facturation a été particulièrement complexe, nécessitant de très nombreuses heures de travail. Monsieur le Président indique que, malgré la fixation d'un plafond, **la facturation sera réalisée au réel**. Une réflexion est engagée sur l'opportunité d'augmenter le volume horaire, une estimation à 60 heures étant évoquée. Il est également souligné que les 50 heures apparaissent limitées compte tenu des contraintes rencontrées, notamment les nombreux allers-retours avec la trésorerie liés à des ajustements techniques (arrondis de TVA, écarts de quelques centimes), ayant entraîné des refus de factures.

Madame Hélène VAGINAY propose d'améliorer l'organisation en mobilisant plusieurs secrétaires dès le départ et de prévoir une validation préalable afin de limiter ces retours.

Une question est posée par Monsieur Jean Fayolle concernant la commune de Belmont, Monsieur le Président précise qu'il s'agit d'une période transitoire, dans l'attente de la finalisation de la DUP et de la stabilisation des ressources. Il est rappelé qu'initialement, un volume d'intervention plus important était prévu, à hauteur de 0,5 équivalent temps plein. Toutefois, l'agent concerné ne souhaite pas poursuivre sur cette quotité. Elle accepte néanmoins de continuer la mission en cours, notamment le suivi de la DUP engagée, compte tenu du travail déjà réalisé et de la nécessité d'assurer une continuité sur ce dossier. Il est précisé qu'elle assurera la finalisation de cette mission dans le cadre d'une mise à disposition, mais qu'un recrutement sera ensuite engagé.

## DECHETS MENAGERS

- Convention de mutualisation des coûts avec d'autres intercommunalités pour la traçabilité des flux de cartons

Monsieur Henri GROSDENIS, Vice-Président en charge des déchets ménagers, rappelle par une délibération en date du 15 octobre 2020, les membres du conseil communautaire ont acté une action de mutualisation entre Charlieu Belmont Communauté, la COPLER et Val d'Aix et Isable afin de faciliter la fourniture d'étiquettes pour la traçabilité des cartons sur chacun des territoires. Charlieu Belmont communauté se charge de commander l'ensemble des étiquettes utiles à cette traçabilité, de transmettre les étiquettes au collecteur qui dressera un état récapitulatif des balles envoyées par collectivité.

Cet état permet d'établir une refacturation aux 2 autres collectivités (COPLER et Val d'Aix et Isable) à raison de 0.477 € TTC par étiquette.

La Communauté de Communes du Pays d'Urfé a émis le souhait de pouvoir intégrer cette action de mutualisation étant chez le même collecteur.

Au vu de ces éléments et afin de faciliter la traçabilité des cartons chez le collecteur, il convient d'ajouter à l'action de mutualisation la Communauté de Communes du Pays d'Urfé qui se verra recevoir un titre de Charlieu Belmont Communauté en année N+1 de la collecte de l'année N selon l'état de répartition transmis par le collecteur au coût de 0.447 € TTC par étiquette. Le coût pourra être amené à évoluer selon les factures d'achat (Montant TTC (y compris frais de port) divisé par le nombre d'étiquettes pour obtenir le prix unitaire TTC).

Aussi, l'action de mutualisation concernera désormais 4 collectivités : Charlieu Belmont Communauté, COPLER, Val d'Aix et Isable et Communauté de communes du Pays d'Urfé.


**Proposition : autoriser le Président à facturer chaque année à compter de 2025 les étiquettes fournies à la COPLER, Val d'Aix et Isable et Communauté de communes du Pays d'Urfé au tarif unitaire de 0.477 € pour 2025 (puis au prix unitaire TTC qui pourra varier selon la facture d'achat).**

**Pour : 41  
DELIB2025-216**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

Monsieur le Vice-Président apporte une information complémentaire concernant l'acquisition du terrain du SEEDR dans le cadre du projet SEEDRANOVA, évoquée lors du dernier Conseil. Il rappelle que les collectivités adhérentes au SEEDR avaient la possibilité soit de participer à l'emprunt contracté pour l'achat du terrain, soit de régler leur participation en une seule fois au début de l'année 2026, au moment de l'acquisition. Il est précisé que le budget de la collectivité permettait d'opter pour un paiement comptant, pour un montant initialement estimé à environ 170 000 euros, compte tenu des excédents disponibles. Ce choix



permettrait d'éviter le recours à un emprunt sur 30 ans et le paiement d'environ 70 000 euros d'intérêts, la collectivité n'ayant par ailleurs pas de besoin d'emprunt pour d'autres projets ou pour le service. Il est indiqué que ce montant était une estimation initiale, établie sans délibération formelle sur la répartition entre communautés de communes. Lors du comité syndical réuni mardi 16 décembre 2026, la répartition a été entérinée en se basant sur les tonnages de déchets ménagers résiduels (DMR) et de bois, correspondant aux flux qui alimenteront l'usine lors de sa mise en service prévue en 2027. L'hypothèse d'intégrer d'autres tonnages (emballages, papiers et autres matériaux) a été écartée à ce stade, ces éléments relevant de projections incertaines. Cette nouvelle clé de répartition modifie légèrement la participation de la collectivité, désormais estimée à environ 180 000 euros, sous réserve du montant définitif de l'emprunt qui sera réalisé, soit une augmentation d'environ 10 000 euros par rapport à l'estimation présentée lors du précédent Conseil. Il est enfin précisé qu'un courrier sera prochainement adressé à l'ensemble des présidents afin de leur proposer le choix entre une participation unitaire ou une participation à l'emprunt. Au regard de la situation budgétaire de la collectivité, il est indiqué qu'il sera possible de valider le paiement comptant en début d'année 2026, malgré cette légère augmentation.

## **COHESION SOCIALE**

- Ludothèque : révision du règlement intérieur et des tarifs 2026

Madame Isabelle DUGELET, Vice-présidente en charge de la cohésion sociale rappelle que depuis 2018, la ludothèque gère les malles Fibonacci, précédemment gérées par la coordination du Service Enfance Jeunesse. Ces malles scientifiques sont, depuis leur mise en place en 2016, destinées aux écoles dont les enseignants sont formés dans le dispositif Fibonacci. Au fil des ans, la mobilité des enseignants fait que certaines écoles pourraient emprunter des malles scientifiques alors qu'elles n'ont plus d'enseignants formés. Parallèlement, des enseignants ayant changé d'école ne peuvent pas emprunter car leur établissement n'a pas été formé. Dans un souci de cohérence, l'équipe de la ludothèque a récemment pris contact avec la conseillère pédagogique référente du dispositif pour harmoniser ce fonctionnement. Il s'avère que la formation sur le dispositif Fibonacci n'est plus dispensée, aussi la conseillère pédagogique est encline à ce que le prêt des malles scientifiques soit étendu à toutes les écoles publiques de notre territoire, même si les enseignants ne sont pas tous formés, leur utilisation étant basique (module pédagogique intégré aux malles).

Par ailleurs, ces malles ayant été financées par la collectivité, on peut se poser la question d'étendre ce prêt aux écoles privées également. Le stock actuel permet de répondre à un certain nombre d'école, l'extension à un trop grand nombre peut être problématique dans la disponibilité des malles.

Pour information, l'emprunt de ces malles est conditionné à l'adhésion de l'école à la ludothèque.

Il est proposé aux élus de modifier l'annexe N°1 au règlement intérieur de la ludothèque, comme suit :

Préambule :

Un listing détaillé des thèmes des malles est mis à disposition des écoles avant chaque rentrée scolaire de septembre.

Article 1 :

Conditions d'emprunt

Le prêt est réservé aux enseignants des 18 écoles publiques du territoire de Charlieu Belmont Communauté.

...

#### Article 4 :

##### Durée d'emprunt

Les malles sont prêtées pour 1 période de 4 à 7 semaines (5 périodes de vacances à vacances).

Exception faite des malles 10-11-12 et 22-23 qui peuvent être empruntées à l'année en fonction des disponibilités.

Le reste est inchangé

Cette annexe modifiée entrerait en vigueur pour l'année scolaire 2025-2026.

De plus, les tarifs de la ludothèque ayant été réévalués en 2024, il est proposé de réévaluer ces derniers pour l'année 2026.

Pour rappel, il existe à ce jour 2 types d'adhésion :

- L'adhésion prêt régulier, réservée aux structures du territoire, permet d'emprunter 3 à 5 jeux (et jusqu'à 10 jeux selon le nombre de classes), pour une période de 6 semaines (de vacances à vacances)
- L'adhésion prêt occasionnel permet aux structures d'emprunter 10 jeux maximum, 3 fois dans l'année, pour un évènement ludique. Un tarif différent est appliqué en fonction que la structure siège sur le territoire ou hors territoire.

	2024 2025	Proposition 2026
Adhésion prêt régulier	50,00 €	55,00 €
Adhésion prêt occasionnel	32,00 €	35,00 €
Adhésion prêt occasionnel hors territoire	60,00 €	65,00 €

Les projets de règlement et annexes sont transmis aux conseillers avec la présente note.

**Proposition : valider le règlement de prêt régulier et le règlement de prêt occasionnel de la ludothèque intercommunale ci annexés ainsi que les tarifs applicables au 1er janvier 2026**

**Pour : 41  
DELIB2025-217**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

- Proposition de mobilisation du fonds de secours exceptionnel aux structures pour 2025

Madame Isabelle DUDELET, Vice-Présidente en charge de la cohésion sociale dresse l'état de la structure partenaires.

Au vu des difficultés financières rencontrées par les structures Petite Enfance et Enfance Jeunesse, le conseil communautaire a décidé de mettre en place un fonds de secours en 2024, qui a été renouvelé sur l'année 2025, à hauteur de 20 000,00€ pour les structures Petite Enfance et de 25 000,00€ pour les structures Enfance Jeunesse à l'occasion du vote du budget primitif.

Comme attendu, suite à l'envoi des éléments de bilan financier, sept structures sur les treize accompagnées par Charlieu Belmont Communauté, ont présenté un résultat déficitaire pour l'année 2024, parmi lesquelles 4 structures petite enfance (3 structures en mode PAJE et 1 structure en mode PSU) et 3 structures enfance jeunesse.

o La micro-crèche Bulles de Mômes présente un bilan déficitaire pour 2023 et 2024 ; La structure a adressé un courrier à la collectivité pour solliciter un secours exceptionnel en rapport avec le déficit 2024 à hauteur de 5 618 €.

o La micro-crèche L'île aux P'tits Mousses présente un bilan déficitaire depuis 4 ans, dont le dernier particulièrement important. Le bureau de l'association a formulé une demande de secours exceptionnel.

o La micro-crèche Les P'tits Loups présente un bilan déficitaire sur 2023 et 2024

Le bureau nous a adressé une demande de secours exceptionnel à hauteur de 2500€

- La petite crèche Petit à Petit (PSU) présente des déficits qui se cumulent depuis 2022, ce qui au regard de la CAF, franchi le seuil d'alerte. Ces déficits engendrent une baisse importante du fonds de roulement depuis 2022. La trésorerie de l'association ne permet de couvrir qu'un mois des charges d'exploitation (recommandé 3 mois). Les fonds propres s'amenuisent et sont inférieurs à 10 000€ au 31/12/2024. Une rencontre avec l'association, la fédération, la CAF et la PMI a eu lieu en mai 2025 pour faire un premier état de situation et une seconde rencontre a eu lieu en octobre, validant des orientations pour 2026 (réduction de nombre de places).

Dans cette situation financière vraiment critique, le soutien de la collectivité via le secours exceptionnel est fortement attendu.

o L'accueil de loisirs de la MJC de Saint Denis de Cabanne a clôturé l'année 2024 avec un déficit de 2 109.89 €. La MJC a la capacité, par de nombreux leviers possibles de ramener sa situation à l'équilibre dès 2025 et n'a pas formulé de demande de soutien exceptionnel.

o L'accueil jeunes de la MJC de Charlieu a clôturé l'exercice 2024 avec un déficit, elle dispose en revanche de réserves permettant de couvrir ce déficit, et des leviers d'action sont mobilisables pour le secteur jeunes. L'association n'a pas formulée de demande d'aide exceptionnelle.


o L'accueil de loisirs Ressins Villages a terminé 2024 avec un déficit et une aide exceptionnelle de 8 529 € en lien avec le déficit 2023 avait déjà été accordée. Il faut noter les efforts de gestion de l'association, qui a activé tous les leviers d'action envisageables que nous lui avons préconisés dès 2024, afin de réduire les charges de fonctionnement de la structure sur l'ensemble des postes, ce qui, à l'heure actuelle semble porter ses fruits. Toutefois, 2024 est la 4ème année consécutive déficitaire de l'association ; le seuil d'alerte de la CAF étant de 3 années consécutives un comité des financeurs a été réuni en septembre et suit de près l'évolution de la situation...L'association a formulée une demande d'aide exceptionnelle.

Une rencontre s'est faite avec toutes ces structures dans le cadre des renouvellements des conventions. Le dialogue de gestion a ainsi permis de faire le point sur la situation financière de ces structures afin d'évaluer le besoin de soutien par la collectivité.

Les difficultés financières rencontrées risquent de se renouveler sur l'année 2025 pour la plupart de ces structures et probablement d'autres. En effet, au vu des différents éléments de contexte : baisse des effectifs (baisse de la natalité), révision des salaires et hausse des énergies qui ont impacté les budgets, hausse de la rémunération minimum des contrats CEE opérée et à venir... un secours sera probablement de nouveau nécessaire sur 2026 par rapport aux résultats de l'exercice 2025.

Il est ainsi proposé de mutualiser les deux enveloppes réservées et répartir le secours de façon équitable uniquement entre les cinq structures qui en ont fait la demande, tenant compte de la situation financière globale des associations, des leviers d'action possibles à activer, et des travaux de mise aux normes bâtimentaires restant à réaliser pour certaines structures petite enfance d'ici à septembre 2026.

Structures	Montant du soutien proposé
L'île aux p'tits mousses	2 500 €
Bulle de Mômes	2 500 €
Les p'tits loups	2 500 €
Petit à Petit	25 000 €
Ressins Villages	5 700 €
<b>Montant total du soutien</b>	<b>38 200 €</b>



Monsieur Jérémie Lacroix s'interroge pour savoir si cette situation est liée à la baisse des naissances, et à l'augmentation des salaires. Madame Isabelle DUGELET précise que les difficultés financières rencontrées dans les structures petite enfance ne résultent pas uniquement de l'augmentation des salaires, bien que celles-ci soient importantes. Une part significative des charges provient de la mise aux normes des bâtiments, conformément à un décret imposant la conformité avant le 1<sup>er</sup> septembre 2026, sous peine de fermeture des structures. La majorité des établissements ont bien avancé dans ces mises aux normes, mais certaines restent encore à finaliser. Ces charges cumulées sont lourdes pour les structures, et, pour l'instant, les baisses de fréquentation n'ont pas encore été comptabilisées, mais elles sont attendues dans les exercices futurs. Il s'agit actuellement de résorber les déficits de 2024, avec une anticipation pour 2025 et les prochaines conventions à mettre en place. Par ailleurs, la qualification de l'encadrement, notamment dans les micro-crèches, aura également un impact sur les années à venir. Il est rappelé que certaines structures, telles que celles relevant de la convention ADMR, ont anticipé des augmentations salariales avant les autres établissements et, de ce fait, ne peuvent bénéficier du bonus attractivité, contrairement aux autres crèches qui ont vu leurs salaires alignés après l'arrivée des aides complémentaires.

Suite à l'interrogation de Monsieur Yves CROZET, Madame Isabelle DUGELET précise que les nouvelles aides évoquées viennent s'ajouter aux dispositifs existants, notamment ceux de la CAF. Dans certains cas, la CAF dispose d'un fonds de secours : par exemple, la crèche d'Ecoche en a déjà bénéficié une ou deux fois. Il est également rappelé qu'à ce jour, aucun montant définitif n'a été fixé, en raison d'un décalage important dans le versement des fonds par la CAF. La collectivité a apporté un financement à l'ensemble des structures, avec un montant légèrement inférieur pour les micro-crèches. Historiquement, ces dernières recevaient 7 500 euros par an chacune, ce qui leur permettait d'être à l'équilibre. Ce financement avait été progressivement réduit sur trois années, ce qui a contribué aux difficultés financières actuelles. Il est indiqué que ces structures auront besoin de soutiens accrus dans le cadre des nouvelles conventions, et que le niveau d'aides prévu devrait aller au-delà de ce qui était précédemment accordé.

Monsieur le Président précise que, pour certaines structures, les normes en matière de locaux et les rémunérations du personnel constituent des enjeux importants. Si les rémunérations précédemment pratiquées étaient relativement faibles, les mises aux normes et les ajustements salariaux représentent aujourd'hui des charges significatives. Il est rappelé que la collectivité fait face à une baisse marquée de la natalité, phénomène observé sur l'ensemble du territoire national. Sur le territoire concerné, les chiffres présentés lors de la CTG indiquent 225 naissances en 2019, contre 125 en 2024. Les données pour 2025 ne sont pas encore disponibles, mais les indications de la CAF confirment que la tendance reste basse. Madame Isabelle DUGELET indique que cette situation est susceptible de générer un « trou d'air » pour la prochaine rentrée, car les inscriptions en crèche se font souvent en septembre au départ des enfants pour l'école, ce qui suscite des inquiétudes quant à la fréquentation des structures.

Monsieur Jean FAYOLLE souligne que le nombre d'assistantes maternelles est en baisse. Comparativement au début du mandat, environ la moitié des professionnelles sont parties à la retraite sur la commune de Briennon, tandis qu'un certain nombre cessent leur activité faute d'enfants à accueillir. Madame Isabelle DUGELET indique que le maintien d'un équilibre entre les différents modes de garde et la couverture territoriale sur l'ensemble de la communauté de communes est essentiel, les accueils collectifs ne pouvant répondre seuls aux besoins des enfants éloignés des crèches. La nécessité des assistantes maternelles est donc affirmée, tant pour l'accueil collectif que pour l'accueil individuel. Leur présence constitue un outil de régulation et reste financièrement moins coûteuse. Il est précisé que l'État apportera une aide annuelle de l'ordre de 24 à 25 000 euros pour le service public petite enfance, ce qui permettra un léger amortissement des coûts, mais ne couvrira pas l'ensemble des besoins.



**Proposition : valider les montants des subventions exceptionnelles 2025 aux structures tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessus , valider les propositions d'avenants qui en découlent et ainsi apporter un soutien complémentaire à la micro-crèche Bulles de Mômes de 2 500 €, à la micro-crèche l'île aux P'tits Mousses de 2 500 €, à la micro-crèche Les P'tits Loups de 2 500 €, à la petite crèche Petit à Petit de 25 000 € et à l'accueil de loisirs de Ressins Villages de 5 700 € au titre du financement de 2025 de la Communauté de Communes, autoriser M. le Président à signer les avenants, et dire que la dépense est prévue au budget annexe enfance jeunesse.**

**Pour : 41  
DELIB 2025-218**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**- Demande d'évolution de l'agrément de la petite crèche d'Ecoche**

Madame Isabelle DUGELET, Vice-présidente en charge de la cohésion sociale, rappelle que la petite crèche de Ecoche rencontre depuis plusieurs années des difficultés financières, avec des déficits cumulés depuis 2022. Plus précisément, sur quatre ans (2020/2024), la structure présente un résultat cumulé de -63 620.82€, mettant à mal la trésorerie de l'association. Il est rappelé que de nombreux travaux ont été réalisés en collaboration avec la fédération ADMR, la PMI et la CAF, à plusieurs reprises.

En cause de ces déficits :

- Une masse salariale très importante liée à des remplacements de personnel pour arrêt maladie, un licenciement couteux en 2022 , un départ en retraite en 2023, un taux d'encadrement plus important que nécessaire, des salaires revus à la hausse en 2022 dans le cadre de la convention collective et qui ne peuvent bénéficier du soutien de la CAF via le bonus attractivité car la convention n'est pas reconnue par la CNAF
- Un indu CAF suite à un contrôle en 2024, pour facturation non conforme, dont la moitié a été remisé gracieusement par la CAF
- Un taux de remplissage qui ne répond pas aux 70% préconisés par la CAF, pour assurer un équilibre financier (65,56% en 2024 ; 67,38% en 2023 et 63,82% en 2022)

Par ailleurs, dans un contexte de territoire déjà bien marqué par la baisse de la natalité, la commune de Ecoche a enregistré 3 naissances en 2024, tout comme en 2023, contre 6 naissances en 2022. La crèche enregistre une baisse du nombre de demandes d'accueil, passant de 24 demandes en 2022 à 11 demandes en 2024. Les enfants de Saône et Loire remplissent à 43% la crèche en 2024. Lors de la rencontre du mois d'octobre, la directrice annonçait un mois de septembre 2026 difficile, avec 6 départs à l'école et 1 inscription.

Au vu de cet état des lieux et pour éviter que ces difficultés ne deviennent structurelles, sur préconisation de la collectivité, de la CAF et de la PMI, l'association Petit à Petit demande une diminution de son agrément, en passant de 15 places à 12 pour devenir une micro-crèche.

Charlieu Belmont Communauté, en tant qu'Autorité Organisatrice doit se positionner sur un avis favorable ou défavorable à cette diminution d'agrément. La décision rendue est valable 2 ans. Un point de situation sera fait avec la structure, la PMI et la CAF, le 31 mars 2026 pour confirmer ou non le passage à 12 places au 1er septembre 2026.

Monsieur Jean-Charles BUTAUD indique que l'horaire d'ouverture du matin, fixé à 7h30, pourrait contribuer à une perte d'enfants, certains parents jugeant cet horaire trop tardif. Par ailleurs, une rumeur circulant concernant la fermeture du multi-accueil et le licenciement du personnel est évoquée. Il est précisé que cette information est infondée, et qu'elle nuit fortement au fonctionnement et à l'image de la structure. Un démenti officiel est demandé afin de clarifier la situation. Monsieur le Président précise que la mesure envisagée consiste à adapter la taille des structures à leur fréquentation, ce qui est jugé logique. Il est rappelé que cette restructuration sera probablement nécessaire dans d'autres établissements dans les années à



venir, en raison de la réalité démographique. L'enjeu principal demeure le maintien d'un maillage territorial, afin d'assurer l'accueil des enfants dans toutes les communes, tout en veillant à la maîtrise des charges de fonctionnement, les structures ne pouvant être maintenues indéfiniment sans ajustement à la réalité de la fréquentation. Madame Isabelle DUGELET rappelle que la crèche d'Ecoche, créée par la commune avant son transfert, comptait initialement 12 places. Le nombre de places avait été porté à 15 pour répondre à un accroissement temporaire de la fréquentation. Il est désormais jugé raisonnable de revenir à 12 places afin d'adapter l'offre aux besoins réels et de limiter les frais et dépenses. Cette mesure n'est pas considérée comme une sanction, mais comme une opportunité de maintenir un service de proximité sur la commune. Monsieur le Président souligne qu'il convient de démentir les informations concernant la fermeture de la crèche d'Ecoche. Il est précisé qu'il n'est pas question de fermer l'établissement, mais uniquement d'ajuster le nombre de places à la fréquentation réelle afin de réduire les charges de fonctionnement et de permettre l'équilibre financier de la structure. Cet ajustement est présenté comme l'enjeu principal.

**Proposition : donner un avis favorable pour un passage à 12 places de la Petite Crèche d'Ecoche dans les meilleurs délais au regard des indicateurs de fréquentation, des perspectives d'évolution et des indicateurs financiers.**

**Pour : 41 Contre : 0 Abstention : 0**  
**DELIB2025-219**

- Proposition de conventions pour la période 2026-2030 pour les structures petite enfance, enfance jeunesse et jeunesse du territoire

Madame Isabelle DUGELET, Vice-présidente en charge de la cohésion sociale, rappelle que les conventions d'objectifs et de financement conclues avec les structures Petite Enfance et Enfance-Jeunesse du territoire arrivent à échéance le 31 décembre 2025. Elles seront renouvelées pour la période 2026-2030, afin d'être alignées sur la durée de la prochaine Convention Territoriale Globale.

Dans la perspective d'établir des projections sur les cinq prochaines années, chaque structure a été sollicitée pour produire des budgets prévisionnels couvrant la période 2026-2030. Ces documents ont servi de base aux échanges menés lors de rencontres avec les structures entre septembre et novembre. Ces échanges ont permis d'analyser l'évolution de chaque structure depuis 2020, d'identifier les réussites, les difficultés et les facteurs limitants, ainsi que d'envisager les perspectives jusqu'en 2030, en tenant compte du cadre réglementaire, du contexte associatif, des enjeux économiques et de l'évolution démographique à l'échelle du territoire et au-delà, à savoir :

- Baisse de la natalité de façon importante sur ces 10 dernières années (-53%) et plus particulièrement entre 2023 et 2024, qui va impacter les structures petite enfance dans un premier temps, puis les accueils de loisirs
- De nouvelles réglementations qui contraignent ou pourraient contraindre les structures
  - o Mise aux normes des bâtiments pour le 1er septembre 2026 au plus tard pour les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE). Même si nombre de structures ont déjà commencé cette mise aux normes, il reste encore des travaux dans certaines d'entre elles (sans aide CAF possible pour les micro-crèches PAJE)
  - o Taux d'encadrants diplômés à respecter pour les micro-crèches pour le 1er septembre 2026 (Décret du 1er avril 2025). Des démarches de VAE ont été entreprises dans les EAJE concernés, mais si celles-ci n'aboutissent pas, il pourrait y avoir des licenciements. Par ailleurs, une obligation à plus de personnel diplômé engendre des coûts salariaux supplémentaires
  - o Augmentation des salaires des animateurs en CEE, envisagée, avec l'horizon du SMIC en 2027, pour les structures enfance jeunesse
- Peu de vision sur les évolutions des coûts de l'énergie et de l'alimentation

À l'issue d'une analyse détaillée de l'évolution financière des structures depuis 2020, de l'examen des budgets prévisionnels transmis, des échanges avec les administrateurs et les professionnels, ainsi que des projections financières réalisées par les coordinatrices, une projection d'accompagnement financier a pu aboutir, tout en ayant conscience des nombreuses incertitudes et enjeux listés ci-dessus. Tous les leviers qui pourront être actionnés pour contenir les budgets le seront. Toutefois, une revalorisation des subventions reste envisageable, dans ces cinq ans à venir, si, une fois tous les leviers mobilisés, des structures rencontrent encore des difficultés financières.

Pour les structures petite enfance :

Une distinction est faite entre les structures en mode PSU et les structures en mode PAJE.


En effet, les conventions tripartites avec la CAF, pour les structures en mode PSU, obligent la collectivité à équilibrer le coût de fonctionnement, par son soutien financier, afin de garantir la qualité du service attendu. Par conséquent, le soutien financier de la collectivité sera conforme aux demandes structures en mode PSU, au vu des budgets prévisionnels.

Année	Structure	Subvention Charlieu Belmont Communauté
2026	Les enfants d'abord Charlieu	55 300,00 €
2027	Les enfants d'abord Charlieu	67 946,00 €
2028	Les enfants d'abord Charlieu	73 382,00 €
2029	Les enfants d'abord Charlieu	79 253,00 €
2030	Les enfants d'abord Charlieu	85 593,00 €

Année	Structure	Subvention Charlieu Belmont Communauté
2026	Les enfants d'abord Vougy	31 200,00 €
2027	Les enfants d'abord Vougy	38 535,00 €
2028	Les enfants d'abord Vougy	41 618,00 €
2029	Les enfants d'abord Vougy	44 948,00 €
2030	Les enfants d'abord Vougy	48 543,00 €

Année	Structure	Subvention Charlieu Belmont Communauté
2026	Petit à Petit	59 306,00 €
2027	Petit à Petit	60 492,00 €
2028	Petit à Petit	61 702,00 €
2029	Petit à Petit	62 936,00 €
2030	Petit à Petit	64 194,00 €

Madame la Vice-Présidente précise que la PSU (Participation de Solidarité pour l'Accueil) a été augmentée de 2 % de manière inattendue au mois de novembre, alors que les examens budgétaires étaient déjà en cours. Il est indiqué que, si la CAF venait à verser un montant plus important, la participation de la collectivité pourrait être ajustée à la baisse. À ce stade, aucune prévision précise ne peut être formulée.



Madame Colette LEBEAU demande si toutes les crèches appliquent le même horaire d'ouverture le matin. Madame la Vice-Présidente précise que chaque crèche définit ses horaires d'ouverture dans son règlement. Il est rappelé que, pour des raisons d'encadrement, l'ouverture nécessite la présence de deux personnes dès l'ouverture. Par exemple, si la crèche ouvre à 7h, cela représente une heure de travail pour deux agents, parfois pour un seul enfant. Cette contrainte rend la gestion des plannings complexe, ce qui explique que certaines crèches choisissent parfois d'ouvrir plus tard. Il est rappelé que la collectivité ne peut pas imposer ces horaires, les structures étant associatives et leur fonctionnement relevant également des projets des associations gestionnaires.

Madame Isabelle DUGELET précise, en réponse à une question de Madame Colette LEBEAU sur le recours au bénévolat, que cela n'est pas possible en raison des exigences de qualification et du suivi strict par la PMI. Dans les crèches, et plus particulièrement dans les structures de plus grande taille, il ne sera plus possible d'employer des CAP petite enfance ; il faudra désormais des éducateurs qualifiés. Les agents seront donc soit envoyés en formation, soit engagés dans des démarches de validation des acquis de l'expérience. Il est souligné que cette période sera particulièrement complexe, la réglementation étant très stricte et impliquant une planification rigoureuse du personnel.

Les conventions seront par conséquent modifiées en intégrant une révision des charges supplétives puisque la collectivité met à disposition des petites crèches de Ecoche et Charlieu, des locaux, pour lesquels, les associations valorisent un loyer qui n'a jamais évolué au fil des années. Ainsi le loyer estimé pour la petite crèche de Ecoche s'élève à 4 205,00€ et pour la petite crèche de Charlieu, à 26 250,00€.

Or, dans l'objectif de la valorisation du domaine public, il est recommandé qu'une collectivité locale revalorise annuellement ces mises à disposition pour que le bien reste à la valeur du marché et pour demeurer équitable par rapport aux structures qui sont locataires dans le privé. Cette mise à disposition constitue une subvention en nature qui est valorisée dans les contributions volontaires et n'impacte pas directement le budget de la structure.

Ainsi il est proposé d'appliquer une augmentation annuelle, au 1er janvier, suivant l'Indice de Référence des Loyers (IRL). L'IRL est obtenu à partir de la moyenne de l'évolution des prix à la consommation hors tabac et hors loyers, sur les 12 derniers mois et est communiqué par l'INSEE.

Enfin les contributions financières mentionnées ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription annuelle des montants prévisionnels au budget de l'autorité organisatrice
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 4, 5 et 9 (obligations de service public).
- la vérification par la Communauté de Communes que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.
- la vérification par la Communauté de Communes de la réalisation de la mission
- la participation à la vie du réseau petite enfance, à raison de trois réunions par an, et l'implication dans un projet du territoire, mis en œuvre dans le cadre du PEDT, de la CTG ou de tout autre dispositif. L'association doit s'inscrire chaque année, au cours du premier trimestre, sur l'un des projets proposés par la Communauté de communes

Le financement public prend en compte un excédent de gestion annuel raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier. Cet excédent ne peut être supérieur à un pourcentage du total des dépenses de fonctionnement, hors contributions volontaires, dans le cadre de la mission de mandatement, définit comme suit :

- 5% des dépenses de fonctionnement de 0.00 € à 100 000.00 €

- 3% des dépenses de fonctionnement de 100 000.00 € à 200 000.00 €
- 2% des dépenses de fonctionnement de 200 000.00 € à 300 000.00 €
- 1% des dépenses de fonctionnement au-delà de 300 000.00 €

Le modèle de convention type pour les structures en mode PSU est joint à la note.

Concernant les structures en mode PAJE : bien que la collectivité ait la compétence petite enfance, elle n'est pas obligée de verser une subvention aux micro-crèches en mode PAJE. Lors de la précédente Convention Territoriale Globale, la collectivité avait d'ailleurs fait le choix de réduire la subvention à ces structures sur la base de l'équilibre financier que les micro-crèches PAJE avaient trouvé, passant d'un soutien financier de 7 500,00€ à 2 000,00€.

Dans le souci d'une proposition diversifiée aux familles, quant aux modes d'accueil et d'une fragilité de certaines structures qui s'est révélée, il est proposé de revoir à la hausse le soutien financier apporté par la collectivité. Aussi, en suivant les principes établis pour les structures enfance jeunesse, la subvention serait fondée sur des critères communs à l'ensemble des structures (équité) et serait composée de :

Un Financement socle

- Attribution d'une aide sous forme d'un forfait annuel de 10 000 € maximum.

Un financement variable

- Financement basé sur le nombre d'heures/enfants réalisées, fixé à 0,10€ par heure, en référence du financement horaire moyen par la collectivité en 2024.

Afin d'encadrer le montant potentiel du financement apporté par la collectivité, il est proposé de retenir l'année 2024 comme année de référence, fixant un plafond d'heures. Ainsi, le nombre d'heures financées ne pourra excéder celui réalisé en 2024, dernière année pour laquelle les données d'activité réelles sont disponibles.

Pour prendre en compte l'évolution régulière des charges, une revalorisation annuelle de 2 % sera appliquée au forfait annuel ainsi qu'au forfait horaire.

Simulations de financement des cinq crèches PAJE du territoire pour 2026 :

<b>2026</b>	Heures 2024	Forfait annuel	Tarif horaire moyen 2024	Subvention maximum CBC
<b>L'ILE AUX P'TITS MOUSSES</b>	20529	10 000,00 €	2 052,90 €	12 053,00 €
<b>BULLES DE MOMES</b>	17000	10 000,00 €	1 700,00 €	11 700,00 €
<b>LILOLUTINS</b>	25440	10 000,00 €	2 544,00 €	12 544,00 €
<b>LES P'TITS LOUPS</b>	17890	10 000,00 €	1 789,00 €	11 789,00 €
<b>EN VOUGY CROIS</b> <small>SOUS RESERVE VALIDATION SRDEII</small>	22823	10 000,00 €	2 282,30 €	12 283,00 €

Les contributions financières mentionnées ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription annuelle des montants prévisionnels au budget Enfance Jeunesse
- le respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1, 4.1, 7 de la convention
- la participation à la vie du réseau à raison de 3 réunions de réseau annuelles et l'implication dans un projet du territoire, mis en œuvre dans le cadre du PEDT, de la CTG ou de tout autre dispositif. L'association doit s'inscrire chaque année, au cours du premier trimestre, sur l'un des projets proposés par la Communauté de communes

Si l'Association présente un résultat excédentaire, le solde n'est pas versé.

Le financement public prend en compte un excédent de gestion raisonnable, lequel ne peut excéder 5 % des dépenses de fonctionnement (hors contributions volontaires).

En cas de dépassement de ce plafond, les sommes excédentaires sont automatiquement reportées sur l'année suivante, dans la limite des sommes versées par la Communauté de Communes.

## Pour les structures enfance et jeunesse :

Madame Isabelle DUGLET poursuit en rappelant qu'historiquement, de 2014 à 2020, les structures étaient financées dans le cadre d'un contrat Enfant-Jeunesse. La communauté de communes versait une subvention aux associations sans que celles-ci connaissent le montant attribué par la CAF, cette dernière versant directement les fonds à la collectivité. Dans ce dispositif, lorsque l'association n'atteignait pas le nombre d'heures convenu, la CAF effectuait des retenues, appelées « réfections », qui étaient encaissées par la communauté de communes. Ainsi, les structures n'avaient jamais connaissance de la part réelle provenant de la CAF et de celle de la collectivité. En 2020, la CAF a modifié son mode de financement et a décidé de verser directement les fonds aux associations, via deux dispositifs : la prestation de service ordinaire et le « bonus territoire ». Les associations signent désormais une convention de financement définissant les montants en fonction du nombre d'heures réalisées et des plafonds fixés. La participation de la communauté de communes, auparavant versée de manière plus aléatoire sur la base de l'ancien dispositif Enfant-Jeunesse, ne peut plus être accordée sur simple demande, car cela ne garantirait pas une équité entre les associations et ne correspondrait pas à une logique de financement transparente et uniforme.

Il est proposé **une subvention fondée sur des critères communs à l'ensemble des structures** (équité)

Un Financement socle

- Attribution d'une aide sous forme d'un forfait annuel de 10 000 € maximum

Un financement variable

- Prise en charge des coûts réels liés à l'utilisation des locaux (loyer, électricité, gaz, chauffage, eau) à hauteur de 50 %, sur présentation de justificatifs
- Financement basé sur le nombre d'heures/enfants réalisées (accueils périscolaires du mercredi, extrascolaires et publics adolescents), fixé à 1 € par heure.

Afin d'encadrer le montant potentiel du financement apporté par la collectivité, il est proposé de retenir l'année 2024 comme année de référence, fixant un plafond d'heures, à l'identique du principe appliqué dans les conventions CAF. Ainsi, le nombre d'heures financées ne pourra excéder celui réalisé en 2024, dernière année pour laquelle les données d'activité réelles sont disponibles.

Pour prendre en compte l'évolution régulière des charges, une revalorisation annuelle de 2 % sera appliquée au forfait annuel ainsi qu'au forfait horaire.

Simulation de financement des cinq Accueils de Loisirs du territoire pour 2026 (hors accueil de loisirs intercommunal)

	Heures 2024 (plafond)	Frais de locaux	Forfait annuel	Forfait horaire	Subvention max de la collectivité pour 2026	Subvention actuelle
MJC St Denis de Cabanne	38141	0 €	10 000,00 €	38 141,00 €	48 141,00 €	45 000,00 €
Ressins Villages	38756	5 536,25 €	10 000,00 €	38 756,00 €	54 293,00 €	45 000,00 €
MJC Briennon	34265	1 127,59 €	10 000,00 €	34 265,00 €	45 393,00 €	18 000,00 €
AFR Pouilly	32337	1 089,89 €	10 000,00 €	32 337,00 €	43 427,00 €	26 740,00 €
AL MJC Charlieu	54251	5 254.85 €	10 000,00 €	54 251,00 €	69 506,00 €	64 540,00 €

Il est aussi proposé d'appliquer des conditions de versement bornées par :

- o la prise en compte d'un excédent de gestion raisonnable fixé à 5% des dépenses de fonctionnement (hors contributions volontaires)
- o une part du financement dépendante de la participation de l'accueil loisirs au réseau enfance jeunesse du territoire, et l'implication dans au moins un projet territorial relevant de la CTG, du PEDT ou tout autre dispositif.

Madame Isabelle DUGELET confirme à Monsieur Jean FAYOLLE que, pour les frais de locaux et les consommables (fluides, etc.), la participation de la collectivité est fixée à 50 %. Il est précisé que ce montant correspond à la facture annuelle de la commune adressée à l'accueil de loisirs

#### Pour l'Accueil Jeunes de la MJC de Charlieu :

Madame la Vice-Présidente rappelle que cette structure est unique sur le territoire.

L'Accueil jeunes de la MJC de Charlieu, par son agrément CAF d'Accueil Jeunes depuis avril 2022, fonctionne sur un principe différent des structures enfance jeunesse du territoire, qui repose entre autres, sur l'accueil libre des jeunes (sans obligation d'inscription sur une plage horaire définie).

En conséquence, le financement de la CAF dont bénéficie la structure n'est pas un financement à l'acte (financement à l'heure enfant réalisée), mais un financement à la fonction : la Prestation de Service jeunes, prenant en compte 50% des dépenses relatives à un poste d'animateur qualifié (selon les critères du référentiel CAF), dans la limite d'un prix plafond par ETP, fixé chaque année par la CNAF dans un barème national.

Avant avril 2022, la structure bénéficiait de financements CAF limités car ne pouvait déclarer que peu d'heures réalisées (fonctionnement sur le principe de l'accueil libre déjà en place, hormis pour les activités spécifiques et séjours).

A compter d'avril 2022, la structure a vu évoluer son financement par la CAF avec le versement de la PS jeunes selon les barèmes CNAF suivants :

- 2022 : 50% des dépenses relatives à 1 poste d'animateur dans la limite d'un prix plafond à 41 209 € / ETP
- 2023 : 50% des dépenses relatives à 1 poste d'animateur dans la limite d'un prix plafond à 42 903 € / ETP et de 2 ETP maximum
- 2024 : 50% des dépenses relatives à 1 poste d'animateur dans la limite d'un prix plafond à 44 357 € / ETP et de 2 ETP maximum
- 2025 : 50% des dépenses relatives à 1 poste d'animateur dans la limite d'un prix plafond à 44 357 € / ETP et d'1.5 ETP maximum (car classement FRR)

La communauté de communes est le principal financeur de l'Accueil jeunes depuis au moins 2019, et jusqu'à 2022 à hauteur de plus de 50% des ressources de la structure.

La part de financement de la CAF a évolué de façon exponentielle pour représenter 28% des ressources de la structure en 2024 (pour le financement de 2 ETP), mais reste en-deçà du financement de la collectivité. Dès 2025, le financement CAF va diminuer en passant au financement d'1.5 ETP maximum.

La participation des familles reste marginale puisqu'elle représente moins de 10% des ressources de la structure. D'autre part, le fonctionnement de l'Accueil Jeunes a permis de réaliser depuis 2019 un excédent cumulé de 40 613.77 €

Il est ainsi proposé de reconduire l'accompagnement financier fixe à hauteur de 43 775 € par an. La part de financement de la communauté de communes étant particulièrement élevée pour cette structure, maintenir ce montant permettra au fil des années de faire baisser cette proportion.

Appliquer des conditions de versement similaires à celles appliquées aux accueils de loisirs :

- o prise en compte d'un excédent de gestion raisonnable fixé à 5% des dépenses de fonctionnement (hors contributions volontaires)
- o une part du financement dépendante de la participation de l'accueil jeunes au réseau enfance jeunesse du territoire, et au réseau PDN, et l'implication dans au moins un projet territorial relevant de la CTG ou tout autre dispositif.

#### **TABLEAU RECAPITULATIF DES FINANCEMENTS ENFANCE JEUNESSE 2026-2030**




SUBVENTION PREVISIONNELLE PAR STRUCTURE	2026	2027	2028	2029	2030
AL MJC ST DENIS DE CABANNE	48 141,00 €	49 104,00 €	50 086,00 €	51 088,00 €	52 110,00 €
AL RESSINS VILLAGES	54 293,00 €	55 434,00 €	56 600,00 €	57 790,00 €	59 007,00 €
AL MJC BRIENNON	45 393,00 €	46 312,00 €	47 250,00 €	48 207,00 €	49 183,00 €
AL AFR POUILLY SOUS CHARLIEU	43 427,00 €	44 307,00 €	45 204,00 €	46 120,00 €	47 054,00 €
AL MJC CHARLIEU	69 506,00 €	70 949,00 €	72 422,00 €	73 926,00 €	75 462,00 €
AJ MJC CHARLIEU	43 775,00 €	43 775,00 €	43 775,00 €	43 775,00 €	43 775,00 €
LES ENFANTS D'ABORD CHARLIEU	55 300,00 €	67 946,00 €	73 382,00 €	79 253,00 €	85 593,00 €
LES ENFANTS D'ABORD VOUGY	31 200,00 €	38 535,00 €	41 618,00 €	44 948,00 €	48 543,00 €
PETIT A PETIT	59 306,00 €	60 492,00 €	61 702,00 €	62 936,00 €	64 194,00 €
L'ILE AUX P'TITS MOUSSES	12 053,00 €	12 294,00 €	12 540,00 €	12 790,00 €	13 044,00 €
BULLES DE MOMES	11 700,00 €	11 934,00 €	12 173,00 €	12 416,00 €	12 663,00 €
LILOLUTINS	12 544,00 €	12 795,00 €	13 051,00 €	13 311,00 €	13 575,00 €
LES P'TITS LOUPS	11 789,00 €	12 025,00 €	12 266,00 €	12 510,00 €	12 759,00 €
EN VOUGY CROIS	12 283,00 €	12 528,00 €	12 779,00 €	13 034,00 €	13 292,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>510 710,00 €</b>	<b>538 430,00 €</b>	<b>554 848,00 €</b>	<b>572 104,00 €</b>	<b>590 254,00 €</b>

Pour mémoire le montant des subventions validées sur les conventions 2022-2025 s'élève à 436 774.14 € (y compris les montants proposés au titre du fonds de secours exceptionnel).

Monsieur le Président indiqué que pour 2026, un fonds de secours sera nécessaire. Une petite somme a été prévue dans le budget 2026 sur la base du résultat 2025. Les totaux présentés dans le tableau montrent que la participation financière de la communauté de communes s'élèvera à 510 710 € en 2026, contre 436 774 € en 2025, soit une augmentation de 73 936 €. Pour 2027, cette participation pourrait atteindre près de 100 000 € supplémentaires, sous réserve des coûts réels et des revenus constatés. Il est souligné que cet effort important illustre le soutien de la communauté de communes à l'ensemble des structures et l'intérêt porté à leur fonctionnement. Il est rappelé que ce soutien s'inscrit dans un travail de confiance construit au fil du temps et qu'il nécessite des efforts financiers continus. Il est précisé que les accueils de loisirs bénéficient à environ 1 700 enfants chaque année, et que l'impact financier réel sur le territoire est bien supérieur,






représentant un investissement considérable dans l'économie locale et générant de l'emploi au sein de la collectivité. Cette dimension économique et sociale est rappelée comme un élément important du soutien communautaire.

Monsieur Jérémie LACROIX demande de préciser si l'engagement sur une durée de cinq ans résulte d'une demande de la CAF ou s'il relève d'une volonté de la collectivité. S'engager aujourd'hui sur une durée de cinq ans, soit cinq exercices budgétaires, lui paraît excessif. Il souligne l'incertitude quant à l'évolution future des budgets, tant pour les collectivités que pour les structures concernées, ainsi que l'impact possible de la baisse de la natalité. Il est ainsi estimé qu'un engagement limité à trois ans aurait été plus approprié. Madame la Vice-Présidente indique que l'engagement sur cinq ans relève d'une volonté de la collectivité afin de s'aligner sur la CTG. Il est précisé qu'une clause de revoyure est intégrée au dispositif. Il est également rappelé que la collectivité se situe en fin de mandat et que l'ensemble des conventions peut, le cas échéant, être révisé par le biais d'avenants, à la hausse comme à la baisse, au fil du temps. Grâce au dialogue de gestion instauré avec les structures et aux outils désormais disponibles, notamment en matière d'analyse financière, la collectivité est en mesure d'assurer un suivi approfondi de leur situation. Ces outils permettent également d'apporter un appui aux structures dans leur gestion, celles-ci ne disposant pas toujours du temps ou des ressources nécessaires pour effectuer ces analyses. Monsieur le Président ajoute que chaque année, en fonction de la fréquentation des structures, des ajustements pourront être réalisés. Des mesures structurelles pourront être prises si nécessaire, notamment pour la crèche d'Ecoche, car il ne sera pas possible de maintenir le même niveau de fonctionnement. L'objectif principal reste le maintien de la couverture territoriale et du maillage des modes d'accueil pour la petite enfance et l'enfance-jeunesse. En cas de baisse des effectifs, la voilure des structures devra être revue à la baisse.

Monsieur Philippe JARSAILLON indique que la baisse de la natalité entraîne une diminution des dépenses de la CAF, qui dépense aujourd'hui moins qu'auparavant. Cette situation impliquera à terme un réajustement. Si la baisse de natalité est perçue comme problématique pour les structures, elle est en revanche favorable à la CAF. Madame Isabelle DUGELET évoque une éventuelle augmentation future de la participation de la CAF à l'horizon 2027, sans certitude à ce stade. Si les structures perçoivent davantage de financements de la CAF, la collectivité ajustera sa contribution à la baisse, celle-ci intervenant uniquement en complément, dans la limite de montants maximums. Concernant la PSU, la CAF envisagerait de l'augmenter régulièrement et avait souhaité un passage de toutes les micro-crèches en PSU, option jugée plus contraignante que les propositions actuelles. Cette question fera l'objet d'une étude dans le cadre de la CTG, une fiche action prévoyant l'analyse des modalités de passage en PSU. Des scénarios présentés par la CAF lors de réunions sont jugés peu réalistes et perçus comme non-incitatifs. Il est estimé qu'il n'y a pas d'urgence à statuer et que la priorité est de permettre aux structures de tenir à court terme. Une inquiétude est exprimée par Madame la Vice-Présidente concernant la rentrée de septembre et l'année 2026 : si plusieurs micro-crèches sont complètes jusqu'en septembre, peu disposent de visibilité au-delà. La baisse des effectifs ne pouvant être compensée artificiellement, il est proposé de laisser passer l'année 2026 et de faire un bilan en fin d'année afin d'envisager les suites avec une vision plus claire.

Monsieur Fabrice CHENAUD demande comment la situation actuelle se positionne par rapport à la prospective financière initialement fixée, en supposant qu'elle soit supérieure aux prévisions. Monsieur le Président précise que, sur l'ensemble de l'Enfant-Jeunesse, le budget initialement prévu était de 700 000 €, et que l'année 2024 devrait se clôturer à 780 000 €. Si les plafonds étaient atteints, cela représenterait 150 000 € supplémentaires, sans inclure l'accompagnement supplémentaire nécessaire pour certaines structures, comme « l'ARPEJ ». Il est souligné qu'il est essentiel de rester transparent vis-à-vis de la population, pour montrer que l'action de la communauté de communes ne se limite pas à des services tels que la gestion des déchets, mais englobe de nombreux autres domaines, dont la petite enfance, l'enfance et la jeunesse, ainsi que l'accompagnement des habitants tout au long de leur vie, et y compris dans le soutien



aux entreprises. Monsieur le Président rappelle le travail engagé depuis 2014 pour harmoniser les pratiques entre les différentes communes héritées (Pays de Belmont, Pays de Charlieu), notamment sur les accueils de loisirs et l'Enfant-Jeunesse. L'objectif était de proposer un accompagnement équitable et uniforme pour toutes les familles, avec des critères objectifs, tout en responsabilisant les structures.

Madame Isabelle DUGELET indique que les dépenses ont été globalement contenues dans le cadre de la prospective financière, malgré les évolutions réglementaires. Elle souligne que la communauté de communes finance une partie importante du coût des accueils de loisirs : pour 2026, la collectivité contribue environ 1 € de l'heure par enfant. Ainsi, une journée de 10 heures représente 10 € de financement par enfant. Il est précisé que, sans cet apport, ce coût incomberait entièrement aux familles. Madame la Vice-Présidente note que les parents perçoivent souvent le service comme trop cher, alors que le financement de la CAF et de la communauté de communes n'est pas toujours apparent. Elle suggère qu'un jour, les factures pourraient détailler clairement la répartition entre participation CAF, communauté de communes et familles. Enfin, il est rappelé qu'environ un tiers des enfants accueillis viennent de Saône-et-Loire, et que le financement par la communauté de communes bénéficie donc à tous, malgré un petit supplément pour les habitants extérieurs, qui reste inférieur au coût réel pour la collectivité.

Suite à l'interrogation de Monsieur Bernard DESBENOIT concernant la structure de Belmont, Madame Isabelle DUGELET précise qu'elle est en gestion directe, avec un statut de salariés différent, les agents étant des agents d'animation. Malgré cette différence, la gestion est maîtrisée de la même manière et les mêmes consignes d'économie sont appliquées. Des mesures d'économie ont été mises en place ces dernières années, notamment concernant les séjours organisés, jugés trop coûteux, avec l'objectif de limiter la consommation et d'imposer les mesures d'économie nécessaires. Monsieur le Président et Madame La Vice-Présidente ajoute que les structures restent associatives, avec des administrateurs et des directeurs capables de prendre des décisions. La collectivité leur fournit un cadre de fonctionnement, mais le développement de projets supplémentaires doit être financé par d'autres moyens que ceux de la collectivité. Chaque association développe son projet associatif avec ses propres critères, chaque accueil de loisirs étant différent. Certaines associations peuvent organiser des activités supplémentaires mobilisant les jeunes et les familles, ce qui participe également à la cohésion de l'association. Il est souligné que chaque association peut mener des actions de financement de manière autonome, sans que l'argent public de la communauté de communes ne couvre tous les besoins.

**Proposition : autoriser M. le Président à signer les projets de convention avec chacune des structures sur la base des financements tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessus, autorise les versements selon les modalités prévues aux conventions-types telles qu'annexées, dire que les dépenses seront prévues au budget annexe enfance jeunesse en section de fonctionnement.**

**Pour : 41  
DELIB2025-220**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

Monsieur le Président remercie Isabelle DUGELET pour le travail accompli depuis 2014, ainsi que le binôme Lydie Audet et Carine Collot, qui fonctionne bien. Il souligne que ces deux personnes réalisent un travail remarquable dans l'accompagnement des structures. Il est rappelé qu'au début de la mise en place de cet accompagnement lors du mandat précédent, certaines structures pouvaient percevoir cette démarche comme intrusive, voire dans l'esprit d'un contrôle fiscal. Aujourd'hui, elles reconnaissent que cet accompagnement constitue un véritable soutien dans la gestion de leurs structures. Madame Isabelle DUGELET souligne que les associations sont désormais souvent demandeuses de l'accompagnement proposé. Lorsqu'elles rencontrent des difficultés, elles sollicitent la collectivité. L'intervenant précise qu'il essaie de participer autant que possible, malgré la charge importante que cela représente. Il est également

souligné que, près de 12 ans après le début de cette démarche, il est intéressant de constater les évolutions et les progrès réalisés, ce qui constitue une grande satisfaction.

Une question est posée sur la communication prochaine des chiffres aux conseils d'administration, qui sont dans l'attente par Monsieur Jean FAYOLLE. Il est précisé par Madame Isabelle DUGELET que tout est prêt et que les conventions sont quasiment finalisées, mais qu'elles ne pouvaient pas être transmises tant que le Conseil communautaire n'était pas réuni et que la CTG n'était pas signée. Il est indiqué que la communication pourra se faire rapidement, éventuellement dès demain, selon les disponibilités de Carine COLLOT et Lydie AUDET, et que les montants ou projets de convention pourraient être transmis prochainement. Madame la Vice-Présidente souligne l'importance de lire attentivement tous les termes des conventions et précise que la participation à la vie de la communauté constitue une condition essentielle, dans une logique donnant-donnant.

- Proposition de conventions pour la période 2026-2029 pour les espaces de vie sociale

Madame Isabelle DUGELET, Vice-présidente en charge de la cohésion sociale, informe le conseil communautaire que les agréments des 3 EVS (MJC Charlieu, AFR Pouilly et La Maisonnée Belmont) arrivent à échéance au 31/12/2025.

La communauté de communes a été invitée à participer aux commissions de pré-agrément, qui ont eu lieu pour l'EVS de la MJC de Charlieu et l'EVS de l'AFR de Pouilly au mois de septembre, et au cours desquelles chaque structure a pu présenter son bilan d'activité et son nouveau projet social.

Les nouveaux projets sociaux ont été présentés en commission CAF fin novembre et les agréments EVS renouvelés. Les conventions sont en cours d'élaboration à la CAF et nous parviendront au plus vite afin que nous puissions compléter les articles relevant des orientations et actions du territoire, ainsi que de l'accompagnement financier de la communauté de communes.

A noter qu'en ce qui concerne les EVS la CAF ne permet pas d'établir de conventions d'objectifs et de financement pour une durée supérieure à quatre ans. Aussi les nouvelles conventions qui seront signées seront valides jusqu'au 31 décembre 2029.

Pour l'espace de vie sociale ADMR La Maisonnée, Belmont la procédure sera particulière, au regard de la situation complexe qui est la sienne: le manque de ressources humaines rend de plus en plus difficile le maintien des activités et le développement de projets et place l'EVS dans un cadre de fonctionnement qui ne répond plus aux critères imposés par la CAF pour conserver l'agrément Espace de Vie Sociale (« ces équipements de proximité doivent fonder leur action sur une dynamique de mobilisation des habitants pour répondre aux besoins de ces derniers...lieux qui permettent aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets » Référentiel CAF).

Dans ce contexte, deux comités de financeurs ont eu lieu entre septembre et novembre, à l'initiative de la CAF, afin d'identifier des orientations possibles pour un renouvellement d'agrément. Des rencontres entre la fédération ADMR, la coordinatrice actuelle de l'EVS et les membres du groupe RécréaEve, ont permis de dégager une orientation, qui devra être validée par le conseil d'administration de l'association en janvier 2026. La CAF reporte le passage en commission pour agrément au mois de février 2026, avec l'établissement d'une convention à effet rétroactif à compter du premier janvier, et la consigne de rédiger un nouveau projet social pour juin 2026.

Au regard de ces éléments, il est proposé de renouveler l'accompagnement financier des EVS à hauteur de 1 500 € comme précédemment.

Pour l'EVS La Maisonnée, il est proposé de renouveler la convention en février 2026, selon les mêmes modalités que la CAF, avec effet rétroactif au 1er janvier 2026.

**Proposition : renouveler l'accompagnement financier des EVS à hauteur de 1 500 € par an, autoriser M. le Président à signer une convention 2026-2029 avec la Caisse d'Allocations Familiales et avec chacune des**

associations porteuses à savoir la Maisonnée ADMR (sous réserve de la validation du conseil d'administration de l'association et l'agrément délivré de la CAF), l'association AFR de Pouilly sous Charlieu, et la MJC de Charlieu, dire que les dépenses sont prévues au budget principal en section de fonctionnement.

Pour : 41  
DELIB 2025-221

Contre : 0

Abstention : 0

## TOURISME

- Convention d'occupation temporaire avec VNF local du Muséo'Parc

Monsieur René VALORGE, Président, informe le conseil communautaire que dans le cadre de l'exploitation du Muséo'Parc du Marinier, une convention est signée avec VNF (Voies Navigables de France) pour l'occupation d'un bâtiment et d'un terrain leur appartenant. Celle-ci est arrivée à termes fin 2024. VNF ayant revu leur grille tarifaire, une augmentation notable est à noter à compter de 2025 (de 550 € à 4 321.47 €). Afin de garantir la continuité de l'exploitation du Muséo'Parc du Marinier, il est proposé de signer une nouvelle COT pour l'année 2025, notant qu'un nouveau tarif plus avantageux devrait être proposé à compter de 2026 où une nouvelle convention annuelle sera signée. Pour la suite, il est envisagé de réfléchir à l'acquisition du bâtiment qui devrait pouvoir représenter moins de 10 ans de loyers.

Monsieur la Président rappelle la situation concernant la convention d'occupation précaire avec Voies Navigables de France (VNF) pour le local du Muséoparc. Ce local, situé à proximité du canal, est utilisé pour stocker du matériel, accueillir des activités et comporte des sanitaires. Des travaux ont été réalisés dans le cadre des travaux du Muséoparc. Une visio a été organisée avec VNF, au cours de laquelle il a été expliqué que l'évaluation suit un barème fixe, indépendamment des travaux réalisés. Un recours est possible, y compris jusqu'au ministre, mais l'intervenant VNF a conclu qu'il n'y a pas d'autre choix que de signer la convention pour 2025, et probablement pour 2026. Il est précisé qu'une évaluation pour un éventuel achat pourra être demandée : le local devra sortir du domaine fluvial, être évalué par le service des domaines de l'État, puis une décision ministérielle sera nécessaire. Il est rappelé que certaines améliorations prévues, comme l'installation de panneaux photovoltaïques, ne pourront pas être réalisées tant que la collectivité n'est pas propriétaire. La convention sera signée pour un an, renouvelable, avec un loyer conforme à l'évaluation de VNF, et une évaluation des domaines sera demandée en 2026 pour envisager éventuellement l'acquisition du local.

**Proposition : autoriser M. le Président à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial avec VNF pour l'année 2025 et qui fixe notamment le montant du loyer à 4 321.47 €, et dire que la dépense sera prévue en section de fonctionnement sur le budget principal, puis par ailleurs autoriser M. le Président à lancer les démarches d'acquisition auprès de VNF.**

Pour : 36  
DELIB 2025-222

Contre : 4

Abstention : 1

## CENTRE AQUATIQUE

- Avenant n°3 lot 3 couverture étanchéité et panneaux photovoltaïques

Monsieur le Président rappelle que la collectivité a conclu un marché de travaux relatif au à la construction d'une piscine intercommunale, notifié le 3 juillet 2023, divisé en 20 lots pour un montant global de 9 097 564.45 € HT.

Le lot n°3 était initialement prévu comme suit : Couverture – étanchéité et panneaux photovoltaïques. L'estimation de ce dernier s'élevait à 716 000 € HT.

A l'issue de la consultation, le lot n°3 étant infructueux pour absence d'offre, il avait donc été proposé une nouvelle consultation, conformément à l'Article R2123-1 sous la forme d'un MAPA.

Compte tenu des contraintes techniques liées aux panneaux photovoltaïques (PPV), il avait été décidé de relancer le présent lot avec un abandon provisoire des PPV sans impact sur le reste du projet.

Il s'en est suivi une nouvelle consultation pour le lot n°3 – Couverture et étanchéité, marché attribué à SOPREMA, pour un montant initial de 485 480.52 € HT et notifié le 19.09.2023

L'avenant n°1, validé par délibération et notifié le 30/05/2024, a fait l'objet d'une plus-value d'un montant de 229 560.40 € HT, du fait de la nécessité :

- D'adapter quelques prestations dans la partie étanchéité-couverture (choix d'un bac adapté plus haut, choix d'une étanchéité propre à recevoir des plots collés, fourniture et pose des plots). Cette partie donne lieu à une nouvelle version Mars 2024 du Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (CCTP) en annexe de la présente ;

- De procéder à la fourniture, livraison et la pose des panneaux photovoltaïques proprement dit et leur raccordement au réseau. Cette partie donne lieu à un CCTP « Panneaux photovoltaïques » spécifique en annexe de la présente ;

- De supprimer les supports de garde-corps sur les acrotères et d'étendre le linéaire des lignes de vie.

Considérant l'article R2194-2 du code de la commande publique : « Un marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R2194-3, des travaux, fournitures ou service supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial. »

Considérant l'article R2194-3 : « lorsque le marché est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R2194-2 ne peut être supérieur à 50% du montant du marché initial. »

Ainsi, l'avenant n°1 est conforme aux dispositions du code de la commande publique en ce sens que l'ensemble des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires pour la réalisation de la piscine intercommunale, que ces derniers ne peuvent être réalisés que par le même opérateur que celui titulaire du lot couverture et étanchéité, tant pour raisons techniques que juridiques, telles que présentées ci-dessus.

Par ailleurs, le montant de l'avenant n°1 reste en deçà des 50% maximum puisqu'il représente 47.28% d'augmentation au regard du montant initial du marché notifié.

L'avenant n°2, validé par délibération et notifié le 26/03/2025, a fait l'objet d'une moins-value d'un montant de 4 594.45 € HT, du fait de la nécessité d'installer des lanterneaux de type « remplissage dôme PCP double paroi bords tombés 1200 Joules, sans grille anti-effraction et en teinte incolore et de supprimer les asservissements prévus en base.

Considérant l'article R2194-8 du code de la commande publique : « Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.



Ainsi, l'avenant n°2 est conforme aux dispositions réglementaires précitées en ce sens que les modifications prévues représentent -0.15% de diminution au regard du montant initial du marché.

S'agissant du présent avenant :

Sans atteindre la qualité de l'ouvrage, le projet nécessite des ajustements. En effet, les panneaux solaires prévus initialement ont dû être modifiés à la suite d'une modification de référence. Par ailleurs, des manquements au marché nécessitent l'ajout d'un raccordement de la terre des panneaux solaires et des compléments de traversées de toiture.

Ainsi, cette modification entraîne les conséquences suivantes sur le montant des prestations :

- Au niveau des compléments de traversées en toiture des événements manquants dans le marché en diamètre 120 mm :  
Plus-value de 691.24 € HT ;
- Au niveau des compléments de traversées en toiture des événements manquants dans le marché en diamètre 220 mm :  
Plus-value de 218.60 € HT ;
- Au niveau du raccordement de la terre des panneaux solaires, prestation également oubliée dans les marchés :  
Plus-value de 2 971.19 € HT ;
- Au niveau de la modification liée au changement de la référence des panneaux solaires :  
Moins-value de 5 321.00 € HT ;

Soit au total une moins-value de 1 439.97 € HT.

Considérant l'article R2194-8 du code de la commande publique : « Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

Le présent avenant est conforme aux dispositions réglementaires précitées en ce sens que les modifications prévues représentent 0.30% de diminution au regard du montant initial du marché.

Montant de l'avenant n°3 :

Taux de la TVA : 20%

Montant HT : - 1 439.97 €

Montant TTC : - 1 727.96 €

% d'écart introduit par l'avenant : -0.30 %

% d'écart introduit suite avenants n°1, n°2 et n°3 : +46.04% au regard du montant initial du marché.

Nouveau montant du marché public :

Taux de la TVA : 20%

Montant HT : 709 006.50 €

Montant TTC : 850 807.80 €

Vu l'article R2194-8 du code de la commande publique,

**Proposition : approuver l'avenant n°3, relatif au marché de construction d'une piscine intercommunale – lot n°3 « couverture et étanchéité » présentant une moins-value 1 439.97 € HT, valider le nouveau montant**

du lot n°3, fixé à 709 006.50 € HT (hors révision des prix), autoriser M. le président à signer ledit avenant et dire que les dépenses sont prévues en investissement sur le budget piscine nouvelle

Pour : 41  
DELIB 2025-223

Contre : 0

Abstention : 0

- Avenant n°1 lot 7 « la serrurerie »

Monsieur le Président rappelle que la collectivité a conclu un marché de travaux relatif au à la construction d'une piscine intercommunale, notifié le 3 juillet 2023, divisé en 20 lots pour un montant global de 9 097 564.45 € HT.

Le lot n°7 concerne « la serrurerie » et a été attribué à la société VERVAS METAL, pour un montant initial :

Taux de la TVA : 20%

Montant HT : 94 964.96 € HT

Montant TTC : 113 957.95 € TTC

Sans atteindre à la qualité des prestations, le projet fait l'objet d'une réévaluation des besoins.

Il a été décidé d'ajouter un habillage en inox pour cacher la tuyauterie d'alimentation haute des douches et de réaliser un emmarchement au niveau de la sortie en toiture au R+1.

Par ailleurs, des couvertines en tôle aluminium prélaquée seront réalisées sur le mur acoustique de l'entrée et le muret du pédiluve et un potelet de protection de l'entrée, au niveau du mur béton. Ces éléments seront de couleur RAL 7022.

Ainsi, l'ensemble de ces modifications entraîne les conséquences suivantes sur le montant des prestations :

- Au niveau de l'habillage en inox pour cacher la tuyauterie d'alimentation haute des douches :  
Plus-value de 770.00 € HT ;
- Au niveau de l'emmarchement au niveau de la sortie en toiture au R+1 :  
Plus-value de 840.00 € HT.
- Au niveau de la couvertine du muret pédiluve :  
Plus-value de 472.00 € HT.
- Au niveau de la couvertine du mur acoustique de l'entrée :  
Plus-value de 645.00 € HT.
- Au niveau du potelet de protection de l'entrée :  
Plus-value de 130.00 € HT.

Soit au total une plus-value de 2 857.00 € HT.

Considérant l'article R2194-8 du code de la commande publique : « Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

Le présent avenant est conforme aux dispositions réglementaires précitées en ce sens que les modifications prévues représentent 3.00% d'augmentation au regard du montant initial du marché.



L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

Montant de l'avenant :

Taux de la TVA : 20%

Montant HT : 2 857.00 €

Montant TTC : 3 428.40€

% d'écart introduit par l'avenant : 3.00% d'augmentation au regard du montant initial du marché

Nouveau montant du marché public :

Taux de la TVA : 20%

Montant HT : 97 821.96 €

Montant TTC : 117 386.35 €

**Proposition : approuver l'avenant n°1 du marché de construction d'une piscine intercommunale – lot n°7 « serrurerie », relatif à la modification non substantielle des prestations entraînant une plus-value de 2 857.00 € HT, autoriser M le Président est autorisé à signer ledit document ainsi que tous les autres documents afférents et dire que la dépense est inscrite au budget d'investissement de la Piscine nouvelle.**

Pour : 41  
DELIB2025-224

Contre : 0

Abstention : 0

#### ADMINISTRATION GENERALE

- Validation du devis pour les travaux sur le groupe froid du tènement les halles et convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la ville de Charlieu

Monsieur René VALORGE, Président, informe le conseil communautaire que suite à des problèmes récurrents, une consultation a été lancée pour remettre en état le dispositif sur le site.

En effet les besoins en froid du bâtiment concernent :

- La salle de spectacle communale
- Le 1er niveau de la médiathèque
- Les 2 salles de cinéma (une grande et une petite salle)

Un diagnostic préalable s'est appuyé sur l'audit énergétique réalisé en 2023 par le bureau d'étude Enrvie qui concluait sur le caractère vétuste du groupe froid et ses dysfonctionnements.

Il est à noter qu'en 2025 une 1ere partie de travaux sur le site a été conduit afin de mettre en place une production de froid indépendante pour la zone de la régie du cinéma (et permettre ainsi de stopper la production globale de froid du bâtiment, notamment en hiver, et donc de réduire les consommations en électricités liées au refroidissement).

Ainsi une consultation a été lancées et 3 devis ont été analysées. Il est proposé de retenir le mieux disant à savoir Thermi Dépannage pour 47 588 € HT.

Le démontage et le remontage de la cloison et de l'escalier seront traités en régie par les services techniques de la communauté de communes et de la commune de Charlieu.

La convention tripartite signée en 2019 entre la communauté de communes, la commune de Charlieu et l'association Au fil du Temps prévoit une répartition pour cette dépense à hauteur de 54 % pour CBC et 46 % pour Charlieu.

Pour cette opération spécifique une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage est à envisager avec la ville de Charlieu pour permettre l'inscription des travaux pour compte tiers (partie municipale).

Il est proposé de faire une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour clarifier ce point et permettre de passer des opérations pour le compte de tiers :

Contenu de la convention de mandat – délégation de maîtrise d'ouvrage

*« Dès lors, pour assurer la cohérence des travaux de l'ensemble du bâtiment, mais aussi pour réaliser des économies sur la réalisation des travaux de chaque partie privative, les parties ont décidé qu'il serait opportun qu'un seul maître de l'ouvrage ait la responsabilité de l'ensemble de l'opération.*

*Article 1er : Maître de l'ouvrage de l'ensemble de l'opération*

*La commune de Charlieu désigne Charlieu-Belmont Communauté, en qualité de maître de l'ouvrage pour exécuter en son nom et pour son compte l'ensemble des opérations.*

*Ce que la Communauté de communes accepte.*

*Monsieur le Président de Charlieu-Belmont Communauté est la personne responsable de l'exécution de la présente.*

*Article 2 : Compétences confiées au maître de l'ouvrage commun*

*Le maître de l'ouvrage se voit confier par la présente la maîtrise d'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses relations avec la maîtrise d'œuvre privée pour les éléments de maîtrise d'ouvrage qui suivent :*

- conclusion des marchés d'études préalables nécessaire(s) à la réalisation de l'opération, et gestion administrative et financière de ce ou ces marché(s) ;*
- conclusion du ou des marchés de travaux nécessaire(s) à l'ensemble de l'opération ;*
- gestion administrative et financière du ou des marchés de travaux ;*
- réception de l'ensemble des ouvrages nécessaires à la réception ;*
- gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;*
- gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;*
- gestion de la garantie décennale attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération.*

*De manière générale, Charlieu-Belmont Communauté se voit confier l'ensemble des tâches du maître de l'ouvrage, des études de faisabilité jusqu'à l'extinction des garanties décennales.*

*Article 3 : Obligations de Charlieu- Belmont Communauté*

*Dès que la présente convention a un caractère exécutoire, Charlieu- Belmont Communauté peut mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.*

*Il appartient à Charlieu- Belmont Communauté de tenir informée la commune de Charlieu.*

*Charlieu- Belmont Communauté a, pour l'ensemble du bâtiment, l'ensemble des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses relations avec la maîtrise d'œuvre privée dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.*

*Article 4 : Modalités de contrôle des parties à la présente*

*Pour associer les autres parties aux décisions principales de la maîtrise d'ouvrage, Charlieu- Belmont Communauté s'engage à :*

- informer de manière complète et totale la commune de Charlieu sur le déroulement des éléments de mission.*

*Article 5 : Modalités financières*

*Les parties considèrent que cette opération concerne des travaux qui sont communs aux deux parties (salle de spectacle pour Charlieu et médiathèque et cinéma pour Charlieu-Belmont Communauté).*

*Le coût prévisionnel total des travaux s'élève à 47 588 € HT, soit 57 105,60 € TTC ;*

*Charlieu- Belmont Communauté assure le préfinancement de l'ensemble des travaux nécessaires jusqu'à la réception de l'ouvrage et la gestion des diverses garanties, frais de contentieux éventuels compris.*

*Au solde de l'ensemble des marchés de travaux, sera établi :*

- *Le montant des travaux indivisibles, qui sera supporté par chaque partie et calculé au prorata défini par la convention générale votée le 17 janvier 2019 (délibération communautaire N° 2019/009 et délibération communale N°XXXX).*

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communauté de communes : 54 %. <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Médiathèque : 541 m<sup>2</sup> (30%) + Cinémas : 439 m<sup>2</sup> (24%) = 980 m<sup>2</sup> (54%) sur les 1 823 m<sup>2</sup> du bâtiment.</li> </ul> </li> <li>• Commune de Charlieu : 46 %. <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Théâtre Saint Philibert : 843 m<sup>2</sup> sur les 1 823 m<sup>2</sup> du bâtiment.</li> </ul> </li> </ul> |
|---|

Répartition prévisionnelle des coûts HT;

	Charlieu Belmont Communauté	Ville de Charlieu
Montant des travaux indivisibles à répartir 47 588 € HT	25 697,52 €	21 890.48 €

*Charlieu-Belmont Communauté inscrira, sur la base du prévisionnel, ci-dessus, les sommes comme suit en section d'investissement :*

- *A l'article 2317 pour 25 697.52 € (en dépenses)*
- *A l'article 4581 pour 21 890.48 € (en dépenses comme en recettes)*

*Le coût éventuel de l'élément de mission relatif au suivi d'un litige éventuel est supporté par moitié par chaque partie.*

*En fin d'opération, Charlieu-Belmont Communauté demandera le remboursement des sommes avancées par elle, déduction faite du FCTVA.*

*Article 6 : Modalités de paiement des fonds*

*Pour obtenir les sommes nécessaires à la part qui est à la charge de la commune de Charlieu, Charlieu-Belmont Communauté émettra un titre de recettes au compte 4582 pour un montant prévisionnel de 21 890,48 €.*

*Ce titre de recettes sera accompagné du bilan financier de l'opération.*

Une décision modificative du budget est à suivre pour tenir compte de l'engagement de cette opération dans les meilleurs délais.

Monsieur le Président précis que la ville de Charlieu a déjà été libérée en ce sens, ce qui permet de lancer la commande des travaux. Un délai est nécessaire pour la livraison du matériel. Des travaux préparatoires seront réalisés en coordination par les deux services techniques afin de préparer les cloisons et de les remonter ensuite, dans le but de réduire les coûts. L'objectif est que les travaux soient opérationnels pour avril, période à partir de laquelle des risques de surchauffe pourraient survenir.

**Proposition : valider le devis de Thermi Dépannage pour un montant prévisionnel de 47 588 € HT, dire que la dépense sera à prévoir au budget principal en section de fonctionnement, valider la convention de mandat pour délégation de maîtrise d'ouvrage entre Charlieu Belmont Communauté et la ville de Charlieu, autorise M. le Président à signer la-dite convention.**

**Pour : 41  
DELIB 2025-225**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

- Décision modificative n°3 budget principal

Monsieur le Président donne la parole à Madame Camille POURROY, Directrice générale des services pour la présente au Conseil Communautaire du projet de décision modificative n°2 du budget principal. Afin d'ajuster les montants de fiscalité et de compensation de fiscalité à percevoir sur 2025, d'intégrer le solde des travaux sur la digue du Bézo, de tenir comptes des dernières décisions prises par le conseil communautaire à savoir la subvention exceptionnelle à l'association au fil du temps, la participation au capital de la SPL 2Fleuves ainsi que la validation du devis pour les travaux d'installation d'un groupe froid sur le ténement les halles, une décision modificative est proposée :

FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
65748 - 317-01	Subvention exception cinéma	7 400,00 €	73-73111	Taxes Foncières et d'Habitation RS - CFE	- 38 077,00 €
011-60632	Fournitures petits équipements réserves	54 988,00 €	73-73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	3 359,00 €
			73-73114	Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Rés	17 009,00 €
			73-7351	Fraction TVA TH régul 2024	8 315,00 €
			73-7352	Fraction TVA CVAE régul 2024	3 294,00 €
			73-7358	Fraction TVA TH	34 928,00 €
			73-7358	Fraction TVA CVAE	42 268,00 €
			73-73118	Roles supplémentaires	30 709,00 €
			74-74832	Alloc compensation exoneration CET	16 874,00 €
023	Virement à la section d'investissement	56 500,00 €	74-74833	Allocation compensation TFB	209,00 €
Total		118 888,00 €	Total		118 888,00 €

INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
261 fonction 01	Participation au capital SPL 2 FLEUVES	13 500,00 €	023	Virement de la section de fonctionnement	56 500,00 €
OP48	Solde travaux Bezo	11 000,00 €			
OP71	LES HALLES - travaux groupe froid	32 000,00 €			
458101	LES HALLES partie Charlieu	22 000,00 €	458201	LES HALLES partie charlieu	22 000,00 €
Total		78 500,00 €	Total		78 500,00 €

**Proposition : valider la décision modificative n°3 du budget principal**

**Pour : 41 Contre : 0 Abstention : 0**  
**DELIB2025-226**


- Décision modificative n°1 budget ADS

Monsieur le Président donne à nouveau la parole à Madame Camille POURROY, Directrice générale des services pour la présente au Conseil Communautaire du projet de décision modificative n°1 budget ADS. Afin d'intégrer les frais de paramétrage et de mise à jour du logiciel ADS (arrivée d'une 24ième commune au service commun), une décision modificative est nécessaire comme suit :

FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
6184	Formations	1 000,00 €			
6215	Personnel affecté par commune membre	- 2 000,00 €			
65818	Autres redevances pour logiciels	1 000,00 €			
Total		- €	Total		- €

**Proposition : valider la décision modificative n°1 du budget ADS**

**Pour : 41 Contre : 0 Abstention : 0**  
**DELIB2025-227**


- 
- Reprise exceptionnelle et dérogatoire de l'excédent d'investissement en section de fonctionnement pour le budget assainissement collectif

Monsieur le Président, informe le conseil communautaire qu' un courrier a été reçu le 8 décembre de Mme la Directrice Générale des collectivités locales afin de statuer définitivement sur la demande Charlieu Belmont Communauté d'opérer une reprise de l'excédent d'investissement (en effet suite aux opérations particulières liées aux travaux de station commune Pouilly/Briennon et l'encaissement du FCTVA le CA 2024 du budget assainissement de Briennon affichait un excédent d'investissement de 521 598.24 € et un déficit de fonctionnement de 326 865.70 €). Voici des extraits de ce courrier réponse :

Par courrier du 9 juillet 2025, vous avez transmis la demande de la Présidente de la communauté de communes de Charlieu-Belmont, qui sollicite l'autorisation de reprendre, à titre dérogatoire et exceptionnel, l'excédent d'investissement du budget annexe « assainissement » de la communauté de communes en section d'exploitation à hauteur de 326 865,70 €.

Cette demande est motivée par le transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la communauté de communes, de la compétence « assainissement » de la commune de Briennon, qui s'est accompagné d'une reprise des résultats du budget assainissement communal. En effet, la commune de Briennon a formulé en 2024, auprès des ministres en charge des collectivités locales et des comptes publics, une demande de dérogation pour reprendre l'excédent d'investissement en section d'exploitation de son budget annexe désormais transféré. Le dépôt de cette demande s'est soldé par un refus, en raison de la date tardive de sa transmission.

...



Au vu du transfert de la compétence assainissement intervenu au 1<sup>er</sup> janvier 2025, les comptes du budget annexe dissous de la commune de Briennon seront également examinés, pour prendre en compte les résultats transférés suite l'intégration au 1<sup>er</sup> janvier 2025 du budget annexe communal aux comptes de la communauté de communes. Ainsi, seuls seront examinés les comptes du budget annexe assainissement de la communauté de communes de Charlieu Belmont au 31 décembre 2024, agrégé avec ceux du budget annexe de la commune de Briennon.

Un des principes inhérents au fonctionnement des services publics industriels et commerciaux (SPIC) est l'équilibre strict de chaque section, conformément à l'article L. 2224-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

...



Par conséquent, en accord avec le ministère des comptes publics, la communauté de communes Charlieu-Belmont est autorisée, à titre dérogatoire et exceptionnel, à reprendre l'excédent d'investissement en section d'exploitation de son budget annexe « assainissement », à hauteur du déficit de l'exercice de la section d'exploitation, soit 270 113,75 €.

Cette reprise fera l'objet d'une délibération de l'assemblée délibérante et se traduira comptablement par l'opération d'ordre budgétaire suivante : débit du compte 1068 « Autres réserves » (émission d'un mandat au chapitre 040) par le crédit du compte 778 « Autres produits exceptionnels » (émission d'un titre au chapitre 042) pour 270 113,75 €.

L'attention de la collectivité est appelée sur le fait que le mécanisme de reprise de l'excédent d'investissement en section d'exploitation est dérogatoire et exceptionnel. Il ne permet pas de répondre de manière pérenne aux difficultés d'équilibre de la section d'exploitation, ce qui nécessite de rechercher d'autres moyens de financement.

**Proposition : acter, suite à la dérogation accordée par la Direction générale des Collectivités locales datée du 1<sup>er</sup> décembre 2025, la reprise d'une partie de l'excédent d'investissement du budget assainissement collectif à hauteur de 270 113.75 €, dire qu'un mandat sera émis au chapitre 040 compte 1068 pour 270 113.75 € et qu'un titre sera émis au chapitre 042 compte 778 pour le même montant, et autoriser M. le Président à prendre toutes les dispositions utiles pour ce faire.**

**Pour : 41 Contre : 0 Abstention : 0**  
**DELIB2025-228**

- Décision modificative n°4 budget assainissement collectif

Monsieur le Président donne la parole à Madame Camille POURROY, Directrice générale des services pour la présente au Conseil Communautaire du projet de décision modificative n°4 budget assainissement collectif. Afin de sécuriser les montants d'amortissement à prévoir en 2025 et pour tenir compte de l'autorisation exceptionnelle et dérogatoire de reprise d'excédent une décision modificative est à prévoir :

FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
6811	Amortissement	100 000,00 €	777	Amortissement subvention	50 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	220 113,75 €	042-778	Reprise d'excédent d'investissement	270 113,75 €
Total		320 113,75 €	Total		320 113,75 €
INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
139118	Amortissement	50 000,00 €	28135	Amortissement	100 000,00 €
040-1068	Reprise d'excédent d'investissement	270 113,75 €	021	Virement de la section de fonction	220 113,75 €
Total		320 113,75 €	Total		320 113,75 €

**Proposition : valider la décision modificative n°5 du budget assainissement collectif**

**Pour : 41 Contre : 0 Abstention : 0**  
**DELIB2025-229**

Monsieur le Président remercie Monsieur le sous-préfet pour son appui sur ce dossier, l'intervenant soulignant que, sans son intervention, il est incertain que le projet aurait pu aboutir au niveau de la DGFiP.

- Décision modificative n°1 budget déchets ménagers

Monsieur le Président donne à nouveau la parole à Madame Camille POURROY, Directrice générale des services pour la présente au Conseil Communautaire du projet de décision modificative n°1 budget déchets ménagers. Afin de permettre une mise à jour de prévisions d'amortissement avec un rattrapage de l'intégration de certaines immobilisations passées, une décision modificative est à prévoir comme suit :

FONCTIONNEMENT					
Dépenses			Recettes		
6811	Amortissement	74 200,00 €			
6063	Fournitures petits équipement	- 74 200,00 €			
Total		- €	Total		- €
INVESTISSEMENT					
Dépenses			Recettes		
OP49	Déchèterie	74 200,00 €	28183	Amortissement	100,00 €
			28188	Amortissement	74 100,00 €
Total		74 200,00 €	Total		74 200,00 €

**Proposition : valider la décision modificative n°1 du budget déchets ménagers**

**Pour : 41 Contre : 0 Abstention : 0**  
**DELIB2025-230**

- Proposition d'écritures de budget à budget

Monsieur René VALORGE, Président, informe les conseillers communautaires de la nécessité de prévoir les écritures entre budgets pour permettre une ventilation des charges sur les budgets concernés. Madame Camille POURROY, Directrice générale des services présente ces propositions d'écritures.

**BUDGET PRINCIPAL**

MANDATS			
65736211-01	Participation 2025 au Budget Enfance Jeunesse	SGC Loire Nord	725 549,55 €
65736211-01	Participation 2025 au Budget Piscine Nouvelle	SGC Loire Nord	750 000,00 €
65736211-01	Participation 2025 au Budget ADS	SGC Loire Nord	11 028,53 €
TITRES			
708721-020-01	Rbt du Budget ADS – Frais de fonctionnement locaux	SGC Loire Nord	1 457,70 €
708721-020-01	Rbt du Budget ASSAINISSEMENT C – Frais de fonctionnement locaux	SGC Loire Nord	1 548,81 €
708721-020-01	Rbt du Budget DECHETS MENAGERS – Frais de fonctionnement locaux	SGC Loire Nord	4 099,78 €



708721-020-01	Rbt du Budget SPANC – Frais de fonctionnement locaux	SGC Loire Nord	911,06 €
708421-731-06	Rbt du Budget SPANC - NM (0.10)	SGC Loire Nord	4 774,67 €
708421-731-06	Rbt du Budget ASSAINISSEMENT COLLECTIF - NM (0.40)	SGC Loire Nord	19 098,68 €
708421-731-06	Rbt du Budget ASSAINISSEMENT COLLECTIF – EVL (0.80)	SGC Loire Nord	30 961,53 €
708421-020-07	Rbt du Budget EJ - Ménage année 2025	SGC Loire Nord	3 807,00 €
708421-020-07	Rbt du Budget Déchets Ménagers – DB (0,5)	SGC Loire Nord	21 323,34 €

## BUDGET ENFANCE JEUNESSE

MANDATS			
6211-422	Rbt au Budget Principal – ménage 2025	SGC Loire Nord	3 807,00 €
TITRES			
74751	Participation Communautaire 2025	SGC Loire Nord	725 549,55 €

## BUDGET SPANC

MANDATS			
62871	Rbt au Budget PRINCIPAL – frais de fonctionnement Locaux	SGC Loire Nord	911,06 €
6215	Rbt au budget principal - Personnel NM (0,10)	SGC Loire Nord	4 774,67 €

## BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

MANDATS			
62871	Rbt au Budget PRINCIPAL – frais de fonctionnement locaux	SGC Loire Nord	1 548,81 €
6215	Rbt au Budget PRINCIPAL – Personnel affecté (NM 0,40)	SGC Loire Nord	19 098,68 €
6215	Rbt au Budget PRINCIPAL – Personnel affecté (EV-L 0,80)	SGC Loire Nord	30 961,53 €
6215	Rbt au Budget PRINCIPAL – Personnel chemins (67h)	SGC Loire Nord	2 990,00 €

## BUDGET DECHETS MENAGERS CHARLIEU

MANDATS			
6215-NA	Rbt au Budget Principal – DB (0,5)	SGC Loire Nord	21 323,34 €

62871-NA	Rbt au Budget Principal – frais de fonctionnement locaux	SGC Loire Nord	4 099,78 €
----------	--	----------------	------------

#### BUDGET ADS

MANDATS			
62871-01	Rbt au Budget Principal - frais de fonctionnement locaux	SGC Loire Nord	1 457,70 €
6211-01	Rbt au Budget Principal pour personnel affecté VR (503h30)	SGC Loire Nord	11 070,00 €
TITRES			
74751-01	Participation Communautaire 2025	SGC Loire Nord	11 028,53 €

#### BUDGET PISCINE NOUVELLE

MANDATS			
6211-323	Rbt au budget principal – personne technique 1 ETP sur 4 mois	SGC Loire Nord	9 482,20 €
6211-323	Rbt au budget principal – personnel ménage sur 4 mois	SGC Loire Nord	6 092,80 €
6211-323	Rbt au budget principal – personnel technique asterintes et HS sur 4 mois	SGC Loire Nord	5 475,00 €
TITRES			
74751-323	Participation Communautaire 2025	SGC Loire Nord	750 000,00 €

**Proposition : valider les écritures listées ci-dessous et autoriser le Président à procéder aux opérations décrites, dire que les dépenses et les recettes sont prévues sur les budgets concernés**

**Pour : 41                      Contre : 0                      Abstention : 0**  
**DELIB2025-231**

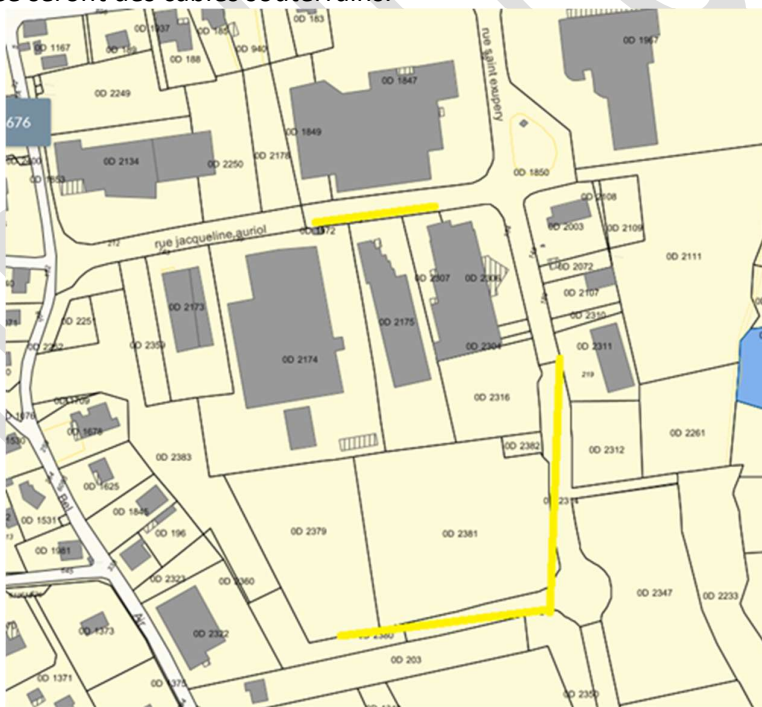
- Délégation à M. le Président pour signer des servitudes de tréfonds pour protéger les réseaux d'eau potable ou d'assainissement et pour valider et signer les conventions d'occupation précaires de terrains nus

Monsieur René VALORGE, Président, informe les conseillers communautaires qu'à l'occasion de travaux de réseaux, sans autre solution, des servitudes de passage sont à entériner sur des terrains privés (hors domaine public) et n'appartenant pas à Charlieu Belmont Communauté. Il est proposé ainsi d'autoriser M. le Président à signer des conventions sous seing privé pour l'établissement de servitudes de tréfonds conférant un droit de passage pour la traversée de réseaux enterrés (eaux usées et ou eau potable). Cela nécessitera bien évidemment l'accord du propriétaire du terrain traversé. Ces conventions, sans contrepartie financière (hormis la remise en état des terrains), prendront effet à compter de la date de commencement des travaux. Il sera annexé ensuite à cette convention un plan précis des réseaux relevé à l'issue des travaux. Ces conventions expireront lorsque surviendra la signature d'un acte notarié relatif à la propriété par exemple dans le cadre d'une vente (par intégration de ladite servitude dans cet acte).

Par ailleurs à la fois pour l'entretien des terrains nus en zones d'activité non commercialisées et pour les terrains nus constituant des délaissés en proximité des ouvrages d'assainissement collectif et d'eau potable (sous réserve des contraintes sanitaires), il peut être opportun de permettre la signature de convention d'occupation précaire et révocable pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconstruction pour une durée totale de 5 ans maximale. Ces conventions pourront spécifier des restrictions d'usage notamment dans le cas de périmètre de captage d'eau potable. Il s'agit de permettre l'exploitation temporaire d'un bien dont l'utilisation principale n'est pas agricole ou dont la destination agricole doit être changée, conformément à l'article L 411.2 – alinéa 4 – 3° du code rural. Il sera bien entendu entre les parties, comme condition essentielle des conventions passées en application de l'article L 411.2.4 du code rural, que le droit d'occupation ainsi conféré à l'exploitant ne l'est qu'à titre précaire et qu'en conséquence, il exclut toute possibilité pour ce dernier d'invoquer les dispositions du statut de fermage. Il sera aussi convenu que la Communauté de communes, avec un préavis de 10 jours, peut modifier ou résilier cette mise à disposition à tout moment, sans indemnité pour perte de jouissance et sans avoir de motifs à justifier.

En complément, la Communauté de Communes est sollicitée pour signer des conventions de servitude avec ENEDIS. Ces conventions permettront à ENEDIS d'intervenir sur la desserte du réseau électrique, en passant par des terrains appartenant à la Communauté de Communes en l'occurrence sur la zone d'activités à Pouilly sous Charlieu.

3 conventions de servitude ont été envoyées, sur le plan ci-dessous, vous trouverez les 3 ouvrages qui seront implantées. Ce seront des câbles souterrains.



dessus, déléguer à M. le Président le soin de signer les conventions d'occupation précaire et révocable sur les terrains nus en zones d'activité non commercialisées et pour les terrains nus constituant des délaissés en proximité des ouvrages d'assainissement collectif et d'eau potable pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconstruction pour une durée totale de 5 ans maximale enfin autoriser M. le Président à signer les conventions de servitude sur les zones d'activités intercommunales, demandées par des fournisseurs d'énergie du type ENEDIS. Ces conventions de servitude sont mises en place exclusivement pour répondre à la demande et au besoin des entreprises des zones d'activités.

Pour : 41

Contre : 0

Abstention : 0

DELIB2025-232

## DIVERS

→ Le prochain **conseil communautaire** se tiendra le **jeudi 22 janvier 2026 à 19h00** au **Théâtre St Philibert à Charlieu** et le 26 février 2026 à 19h dans les nouveaux locaux du centre administratif.

Monsieur le Président souhaite à chacun, ainsi qu'aux personnes qui suivent la séance à distance, de très belles fêtes de Noël et les encourage à profiter pleinement de leur famille et de leurs proches, même si la pause sera courte.

*Fin de séance : 21H20*

La Secrétaire de séance  
Représentant de la commune de Nandax  
M Bernard DESBENOIT

Le Président de la Communauté  
De Communes  
M René VALORGE

*Procès-verbal approuvé par les conseillers communautaires présents lors de la séance  
du conseil communautaire du 22 janvier 2026,  
Rendu public par publication sur le site  
de la communauté le .....*